

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

**Budget, guerre, répression...
À bas le gouvernement Hollande-Valls
au service des capitalistes !**



Calais 2014, photo Huguen-AP

- Contre l'étranglement des hôpitaux publics p. 7
- Contre l'étranglement des universités publiques p. 8
- Les budgets 2015 de la Sécu et de l'État p. 10
- Italie : le gouvernement Renzi démantèle le droit du travail p. 15
- Chine : le mouvement de la jeunesse à Hong Kong p. 17
- Égypte : la junte de Sissi persécute les étudiants p. 20
- Pour l'écrasement des islamistes par le peuple kurde p. 21
- 1914 : la trahison de l'Internationale ouvrière p. 24
- Qu'est-ce que la lutte des classes ? p. 28

Hollande déçoit les travailleurs sans satisfaire les exploiters

Une situation difficile pour l'impérialisme français

Hollande, le 15 août dernier, affirmait : « *La France, 5^e puissance économique du monde... entend, par les réformes qu'elle engage, rester à ce niveau* ». Valls en rajoutait une louche, le 6 octobre à la City : « *Je veux que la France redevienne la première puissance économique européenne* ».

Valls ne doute de rien : le capitalisme français a toujours occupé la seconde place en Europe, après la Grande-Bretagne au 19^e siècle, après l'Allemagne au 20^e. Et le différentiel actuel est cruel pour le capitalisme français : le produit intérieur brut de la France était en 2013 de 2 059 milliards d'euros (15,7 % du produit de l'UE à 28) alors que celui de l'Allemagne était de 2 737 milliards (20,9 %) ; la balance commerciale française accuse un déficit annuel de l'ordre de 80 milliards d'euros tandis que celle de l'Allemagne affiche un excédent de plus de 200 milliards d'euros.

La production industrielle en volume a reculé à nouveau en 2013 de 0,5 %, après un recul de 1,5 % en 2012. Elle reste inférieure de 8,6 % au niveau atteint en 2007. L'investissement quant à lui continue de baisser, après -2,1 % en 2013, il chute à nouveau sur les trois premiers trimestres de 2014.

Le paiement des seuls intérêts de la dette publique représente 1 500 euros chaque seconde, alors que les taux sont historiquement bas. La dette publique augmente en France, elle se rapproche des 100 % du PIB tandis qu'elle baisse en Allemagne où elle n'est que, si l'on peut dire, de 76 % du PIB.

Dans un contexte mondial plus incertain

Cependant, l'impérialisme allemand s'essouffle à son tour et échappe de peu à la récession. L'économie italienne recule de 0,4 % sur un an. En fait c'est la situation économique de toute la zone euro qui inquiète les bourgeoisies du monde entier : avec une très faible croissance, elle n'a toujours pas récupéré le niveau d'avant la crise de 2008. De fait, au plan mondial, après une reprise assez nette en 2010-2011, le taux de croissance s'affaiblit, et redevient assez poussif et instable.

La dégradation des perspectives de croissance mondiale pour 2014 tient à un tassement de l'activité économique dans les pays avancés au premier semestre de 2014 et à des perspectives moins optimistes pour plusieurs pays émergents. (FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2014)

Même le capitalisme chinois ralentit. D'après Patrick Artus, l'industrie chinoise est en fait sur un rythme de croissance zéro, car sa consommation d'énergie reste stable. Pour le FMI, l'immobilier et le BTP en Chine sont responsables de plus du tiers de la croissance en 2013 et ce sont justement les secteurs où s'est formée une gigantesque bulle spéculative...

L'impasse fondamentale du capitalisme au stade impérialiste

Le capitalisme est entré en décadence depuis un siècle. La parenthèse historique des « trente glorieuses » (1945-1974) n'était pas due à l'efficacité des politiques économiques inspirées de l'économiste bourgeois Keynes (comme le prétendent les staliniens détroqués du Parti communiste français et les nostalgiques du gaullisme du Parti du gauche).

L'accumulation du capital est repartie grâce à la 2^e Guerre mondiale de 1939-1945 (par la destruction à une échelle inouïe des équipements industriels, des infrastructures, par le massacre à grande échelle des travailleurs), à l'empêchement de la révolution par le stalinisme de 1943 à 1949 (Italie, Allemagne, France, Grèce...) et à la reprise des échanges économiques internationaux sous hégémonie de l'impérialisme vainqueur.

Un mouvement d'une importance décisive s'opéra au cours des deux guerres mondiales et des périodes d'économie d'armement : le capital américain but littéralement le sang des impérialismes européens en décrépitude... L'hégémonie, au sein de l'impérialisme mondial, économique, militaire, politique, de l'impérialisme américain permettait de rétablir le marché mondial et la division internationale du travail. (Stéphane Just, Défense du trotskysme, t. 2, 1971)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762

Adresse postale :
ReSo

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Les articles signés n'engagent pas le GMI

En outre, la guerre, qui seule avait mis fin à la dépression économique ouverte par la crise de 1929 et aggravée par le protectionnisme généralisé, ne cessa jamais.

*La guerre de Corée et la conjoncture d'armement massif qu'elle « justifia » écartèrent la crise menaçante. La « guerre froide » fut à l'origine d'un nouvel essor de l'économie d'armement. (Stéphane Just, *En défense du trotskysme*, t.2, 1971)*

Les contradictions du capitalisme n'étaient pas surmontées, ce qui se manifesta par la crise capitaliste mondiale de 1974 et le retour du chômage de masse dans les centres impérialistes eux-mêmes. Le rétablissement du capitalisme en Europe centrale, en Russie, en Chine et au Vietnam (1989-1992) a apporté un bref sursis, en livrant plusieurs centaines de millions de travailleurs à l'exploitation, ainsi que des débouchés aux marchandises, mais le retour de la crise, de 2007 à 2009, a prouvé que le capitalisme était bien en déclin.

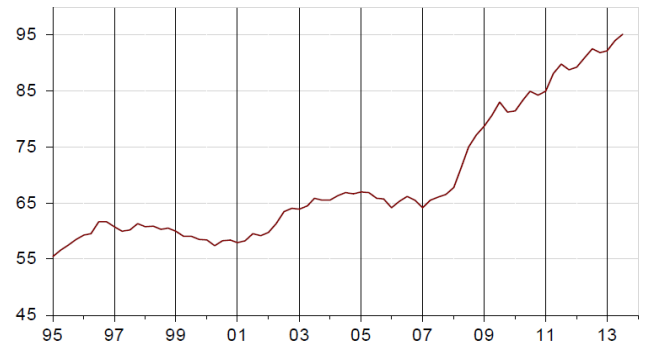
Aujourd'hui, l'ensemble du système capitaliste est engorgé de capitaux qui ne trouvent plus à s'investir avec un taux de profit suffisant. Pour de nouvelles « trente glorieuses », il faudrait préalablement des destructions massives de capital, du niveau de celles de la 2^e Guerre mondiale. A cet égard, la dernière crise de 2008 a été insuffisante puisque tous les États bourgeois sont massivement intervenus pour sauver leurs banques et leurs groupes industriels, à quelques exceptions près.

La destruction massive de forces productives est la condition, évidemment parfaitement effroyable pour le prolétariat mondial, qui ouvrirait pour un temps aux États bourgeois vainqueurs la possibilité de renouer avec le profit et d'accumuler le capital à grande échelle. En attendant, la « politique de la relance » par de nouvelles dettes est une fiction complète.

La dette publique des « pays avancés » est, par rapport au PIB, à un niveau comparable à celui de la fin de la 2^e Guerre mondiale, alors qu'elle s'était réduite durant la phase d'accumulation du capital qui avait suivi. D'où la riposte du ministre de l'Économie allemand quand le gouvernement Obama presse l'Union européenne, notamment l'Allemagne, de prendre des mesures de relance. Wolfgang Schäuble se dérobe en invoquant les limites des palliatifs keynésiens (pratiqués par la Réserve fédérale américaine, la Banque du Japon, la Banque centrale chinoise et la Banque centrale européenne).

La situation de l'économie mondiale et de l'Europe est celle de la surabondance de liquidités et de dettes publiques trop importantes. Cela signifie que la marge de manœuvre pour stimuler la croissance, en jouant sur la demande et la politique monétaire, est étroite,

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



avec des différences régionales. (Les Échos, 19 septembre 2014)

Bref, la stagnation économique dans laquelle se débat la bourgeoisie française depuis la crise capitaliste mondiale de 2007 s'inscrit indiscutablement dans la crise historique du capitalisme au stade impérialiste, avec ses oscillations, dont le chapitre ouvert en 2007 est loin d'être refermé.

*Sous la domination du capital industriel, à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de loin les crises ; les premières étaient la règle, les secondes l'exception ; le capitalisme dans son ensemble était en montée. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopolisateur, les crises conjoncturelles surpassent de loin les réanimations ; on peut dire que les crises sont devenues la règle, les montées l'exception ; le développement économique dans son ensemble va vers le bas, et non vers le haut. Néanmoins des oscillations conjoncturelles sont inévitables et avec le capitalisme malade elles se perpétueront tant qu'existera le capitalisme. Et le capitalisme se perpétuera tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. (Léon Trotsky, *Où va la France ?*, 1934)*

La situation économique de la classe ouvrière et de la jeunesse empire

La situation de la classe ouvrière et de la jeunesse continue de se dégrader.

Selon l'INSEE, en 2012, le revenu médian était de 1 660 euros mensuels. Sont considérés comme pauvres ceux qui ont moins de 60 % de ce revenu, soit 996 euros, ce qui représente 8,6 millions de personnes, soit 14 % de la population. De 2008 à 2012, ce

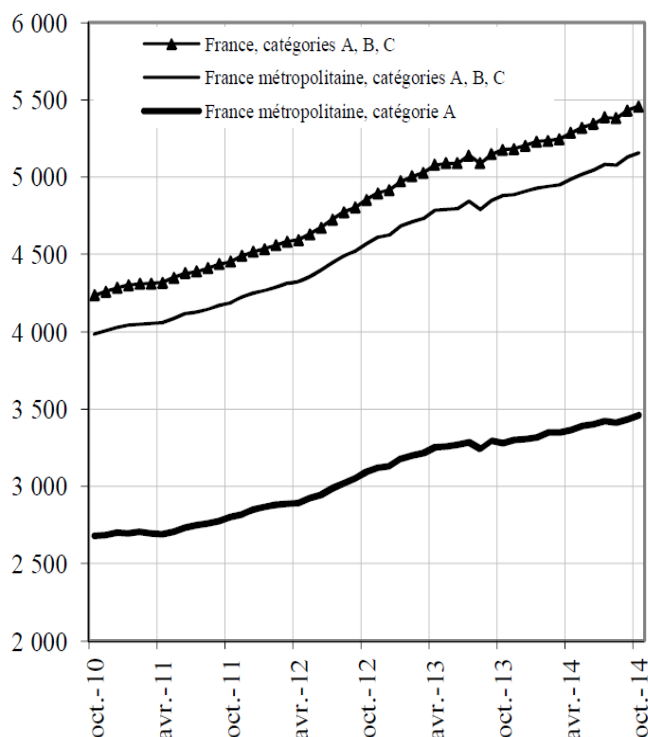
nombre a augmenté de 800 000, d'après l'Observatoire des inégalités. Le pouvoir d'achat des ménages baisse depuis 2010 selon les *Cahiers de la consommation*. Encore ne s'agit-il ici que de moyennes sur l'ensemble de la population.

Le taux de chômage augmente inexorablement, le nombre de chômeurs atteint en septembre 3 432 000 pour les seuls chômeurs de catégorie A, et 5 431 500 pour toutes les catégories de chômeurs en intégrant les DOM. Ce taux a augmenté de 5,7 % en un an. D'après le dernier rapport de l'INSEE de novembre 2014, 4 chômeurs sur 10 de catégorie A sont des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire de plus d'un an.

Alors que 36 % des emplois industriels ont été détruits entre 1980 et 2007, soit 1,9 million, cette tendance s'est poursuivie depuis ; or on sait que les emplois industriels génèrent toujours de nombreux autres emplois. De janvier à septembre 2014, 159 usines ont fermé dans le pays contre 119 ouvertures. De plus, les emplois dans les services (banques, commerce) commencent à diminuer également.

La part des CDI reste stable aux alentours de 85 % de l'emploi salarié, et c'est pour cela que le patronat et le gouvernement veulent le remplacer par un contrat unique qui serait beaucoup moins protecteur. La part des CDD de courte durée, moins d'un mois, explose. De même la durée moyenne des missions d'intérim raccour-

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



cit depuis 2008. L'emploi temporaire concerne désormais plus de 50 % des jeunes.

Hollande et Valls poursuivent leur politique anti-ouvrière grâce à tous les partis et aux directions syndicales

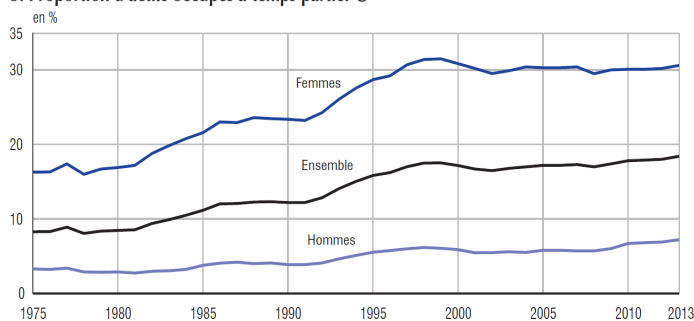
D'un côté, la bourgeoisie française est bien décidée à forcer l'allure, sa situation l'exige et le Medef le rappelle tous les jours. Mais de l'autre, sa monture, entendez Hollande, qui s'est totalement discrédité auprès de la classe ouvrière et de la jeunesse, n'est pourtant pas le fougueux destrier dont elle rêve et dont elle a besoin. Au-delà du personnage, il y a un problème : la fragilité politique du gouvernement. Après avoir le plus largement possible ouvert la route au MEDEF, Hollande s'est en quelque sorte usé avant l'heure. Dans une véritable fuite en avant, il s'appuie de plus en plus sur les Macron et les Valls, parfaitement interchangeable avec leurs équivalents de l'UMP.

Même les scandales de l'UMP deviennent, grâce à la proximité de Fillon avec Jouyet, le secrétaire général de l'Élysée et aussi un ancien ministre de Sarkozy-Fillon, un coup supplémentaire pour Hollande. D'où d'un côté l'apparition des députés « frondeurs » soutenus par Aubry, qui se gardent bien de voter contre les budgets, et de l'autre l'appel de Valls à faire un nouveau parti qui ne serait plus le Parti socialiste, parti ouvrier bourgeois, mais plutôt le Parti démocrate à l'italienne, parti bourgeois tout court.

Cependant, la bourgeoisie française qui piaffe ne peut chasser Hollande avant l'heure : d'une part Hollande lui rend tout de même bien des services, d'autre part la représentation politique de la classe dominante, du MoDem au FN, ne veut pas jouer à l'apprentie sorcière en mettant en cause la 5^e République et son pivot, la présidence.

Le Front de gauche tente de faire patienter les travailleurs mécontents jusqu'à 2017 avec les exutoires de la « révolution citoyenne », de la « révolution fiscale », de la « 6^e République » bourgeoise.

3. Proportion d'actifs occupés à temps partiel @



Le graphique de la page précédente est de l'Insee (octobre), celui de gauche vient de la Dares (novembre) et celui de droite de l'Insee (novembre).

Les combattants pour la démocratie, à notre époque, ne peuvent pas plus être considérés comme des révolutionnaires qu'un épicier en faille comme un prolétaire. (Trotsky, Paralysie progressive, juillet 1939)

Leur dernière diversion a été la manifestation du 15 novembre appelée par le « Collectif 3A » (PCF, PdG, NPA...). L'appel bavarde sur une « *politique imposée sans débat* » alors que certains de ceux qui le signent participent justement, comme élus, aux débats à l'Assemblée nationale, au Sénat ou, comme bureaucrates syndicaux, à la négociation de cette politique.

La voie royale utilisée depuis longtemps, tant par Sarkozy que par Hollande, pour faire passer les attaques, le « dialogue social », ne trouve plus complètement grâce aux yeux de la bourgeoisie, trop long : « *un bilan insuffisant, des compromis boiteux* » disent *Les Échos* du 8 octobre, « *un vrai accord, sinon rien* ». Les bureaucraties syndicales sont prêtes à négocier un « *vrai accord* », mais il n'est pas sûr que le prolétariat les laissera faire.

La diversion de la journée d'action du 16 octobre

Le complément de la participation des sommets syndicaux aux attaques contre la classe ouvrière est la soupe des prétendues journées d'action auxquelles est conviée la base. La dernière en date était convoquée le 16 octobre. Elle a été squelettique.

D'habitude, LO et le NPA enjoignent aux travailleurs d'obéir au doigt et à l'œil aux consignes de la bureaucratie de la CGT. Mais cette fois-ci, LO a senti opportun de prendre un peu de distance avec cette « journée d'action » sans écho, d'autant que le secrétaire général est contesté dans l'appareil (comme en témoignent les révélations sur le montant des travaux de son logement de Vincennes : 130 000 euros aux frais du syndicat, selon *Le Canard enchaîné*).

Au lieu de dénoncer le gouvernement Hollande comme le bras du patronat, la CGT par la voix de Lepaon continue à entonner le refrain frelaté d'une autre politique de gauche ! Elle tourne le dos à ce qui serait le rôle d'une véritable direction ouvrière, dire la vérité sur ce gouvernement pour préparer la riposte. (Lutte ouvrière, 12 septembre 2014)

Que faisait LO à la tribune du rassemblement du 1^{er} décembre 2013 « *pour une révolution fiscale* » appelé par le PCF et le PdG, sinon cautionner le « *refrain frelaté d'une autre politique de gauche* » ?

La critique de LO reste limitée : la tâche d'une « *véritable direction ouvrière* » se limiterait à « *dire la*

vérité », et cette vérité se bornerait à dévoiler que Hollande est « *le bras droit du patronat* ».

Mais si Hollande est le bras droit du patronat, Lepaon est son bras gauche. Et il ne faut pas seulement le dire, il faut combattre la bureaucratie corrompue dans la CGT et dans les assemblées générales, exiger la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement et le patronat, la préparation de la grève générale contre le gouvernement Hollande et le patronat, ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et des États-Unis socialistes d'Europe.

La direction CGT avalise la suppression des délégués du personnel dans les entreprises de moins de 50 salariés

Le patronat veut supprimer l'obligation d'un délégué du personnel passé 10 salariés. (Les Échos, 29 octobre 2014)

Alors que le gouvernement Valls annonce des coupes claires dans la sécurité sociale et les dépenses publiques, entend baisser les seuils sociaux, étendre le travail le dimanche, vise les chômeurs... tous les appareils syndicaux négocient ces mesures, voire les préparent, et pas seulement la CFDT.

Afin de parvenir à une « représentation collective universelle », la CGT innove en proposant d'abord, pour l'ensemble des sociétés de moins de 50 salariés, de rendre obligatoire l'organisation d'élections de délégués du personnel dès lors que deux salariés le demandent. Deuxièmement, les salariés des entreprises de même taille, qui ne veulent ou ne peuvent (la pression patronale pouvant être dissuasive) avoir de délégués dans leur propre boîte, pourraient élire, une fois tous les quatre ans, sur liste syndicale, des représentants à l'échelle d'un territoire. (L'Humanité, 14 novembre 2014)

En termes plus clairs, les chefs de la CGT ont proposé le 13 novembre, dans le cadre des négociations sur « le dialogue social », de supprimer l'obligation de l'élection des délégués du personnel dans les entreprises entre 11 et 50 salariés.

Le patronat se frotte les mains : parvenir à se débarrasser du droit à des délégués du personnel élus, agissant dans l'entreprise et donc en partie contrôlés par les travailleurs, une aubaine apportée sur un plateau par la direction de la CGT !

La bourgeoisie prépare l'affrontement avec la classe ouvrière et la jeunesse avec l'aide du gouvernement

L'impérialisme français parce qu'il est en difficulté et menacé de perdre son rang se fait d'autant plus agres-

sif. C'est la raison de ses interventions qui se multiplient sur le terrain diplomatique (comme en Ukraine où le gouvernement français dirigé par le PS soutient un gouvernement qui comprend le parti fasciste Svoboda) comme sur le terrain ouvertement militaire (au Mali, en Centrafrique et maintenant au sein de la coalition interimpérialiste en Irak et Syrie).

Nous avons plus de 20 000 militaires déployés hors de métropole, dont plus de 8 000 au profit de 27 opérations sur 4 continents, dans les airs et sur tous les océans. (Général chef d'état-major Pierre de Villiers, Le Monde, 15 novembre 2014)

Les douanes et la police de « la République » poursuivent le refoulement des migrants, la destruction des misérables camps de Roms, les expulsions des étrangers pauvres.

Si l'on en croit le rapport rendu public le 18 novembre, par cinq associations autorisées à entrer dans les centres de rétention, l'année 2013 a été marquée par une nette augmentation du nombre d'éloignements forcés d'étrangers. Il a augmenté de 15% - passant de 38 652 à 44 458, en comptant l'outre-mer « où se concentrent les plus graves atteintes aux droits fondamentaux », et même à 51 844 en intégrant le dispositif d'« aide au retour ». (Le Monde, 20 novembre 2014)

Le syndicat de la police FO a même monté avec l'UMP et le FN une campagne répugnante contre les travailleurs qui veulent vivre en Grande-Bretagne pour fuir les guerres, largement fomentées par les puissances impérialistes ou les fascistes islamistes qu'elles (ou leurs alliés du Golfe) ont encouragés.

Le gouvernement PS-PRG restreint les libertés démocratiques avec l'interdiction de la manifestation à Paris en juillet en solidarité avec le peuple palestinien victime de l'agression sioniste à Gaza, la poursuite devant les tribunaux du militant responsable du NPA qui avait osé braver l'interdiction, puis avec la nouvelle loi contre le terrorisme votée le 18 septembre.

L'Assemblée nationale a voté jeudi matin le projet de loi « lutte contre le terrorisme », porté par Bernard Cazeneuve sous l'impulsion de Manuel Valls. Le ministre de l'Intérieur a fait adopter, dans un grand exercice d'acrobatie politique, l'article 9 qui prévoit le blocage des sites internet par l'exécutif, sans décision préalable du pouvoir judiciaire : une mesure contre laquelle il avait voté lorsqu'il était député et que l'UMP l'avait proposée en 2010. (Le Point, 18 septembre 2014)

Il faut relier ces atteintes aux libertés à la préparation à la guerre civile à laquelle se livre l'armée par Vigipirate

et par les manœuvres militaires dans les villes (à Briançon en septembre, à Angers en novembre...), à la répression de la manifestation des opposants au barrage de Sivens avec l'utilisation par les forces de l'ordre, non pas d'une, mais d'une quarantaine de grenades offensives, armes de guerre, et les consignes d'extrême fermeté données, semble-t-il, par le Préfet, aboutissant à la mort de Rémi Fraisse.

Il faut relier ces faits avec la violence policière utilisée contre la partie de la jeunesse qui se révolte contre la répression et l'assassinat de Rémi, avec l'utilisation avérée de policiers en civil dans les manifestations qui ont suivi, notamment à Rennes et à Toulouse et avec l'apparition tellement opportune de provocateurs cassant les vitrines et les abribus pour tenter de dresser la population du côté de la répression.

Comme ils soutiennent l'État bourgeois, les partis réformistes et les bureaucrates syndicaux n'ont pas bougé le petit doigt pour organiser la riposte de la classe ouvrière et de la jeunesse contre l'agression policière, pour la défense des libertés démocratiques, du droit de manifester, laissant toute latitude aux provocateurs dans les manifestations de jeunes laissés seuls et pour certains aujourd'hui poursuivis par la justice.

Regrouper les communistes internationalistes

En France, la jeunesse tente de se dresser contre la répression policière, la politique de l'immigration, l'échec scolaire et le chômage. En Europe, dans plus d'un pays, le prolétariat vient de montrer des signes de révolte (Bosnie, Italie, Belgique, Turquie, Allemagne, Grèce...). De plus en plus, la situation va prendre un caractère tranché entre révolution ou contre-révolution.

C'est précisément à la veille de ces événements que tous les partis sociaux chauvins (PS, PdG, PCF) ouvrent de plus en plus la voie à la réaction et que toutes les organisations centristes (LO, NPA...) les protègent plus que jamais, ce qui alimente le désarroi politique dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Pourtant, il y a place pour une orientation hardie, décidée, qui relie chaque revendication, chaque mobilisation avec l'objectif de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, de la dissolution des corps de répression et de la haute fonction publique, pour le gouvernement ouvrier, le pouvoir des conseils à l'échelle de tout le pays et de toute l'Europe. Toutes celles et ceux qui l'ont déjà compris doivent se préparer en s'unissant pour forger l'internationale communiste et le parti ouvrier révolutionnaire qui sont indispensables à la victoire sur la bourgeoisie.

19 novembre 2014



Non au pacte de responsabilité ! À bas le plan Hollande-Touraine contre les hôpitaux ! Retrait du plan santé 2014 !

Je veux réduire la dépense publique... Cela vaut pour l'État, qui doit se concentrer sur ses missions essentielles... et pour la sécurité sociale. (Hollande, 31 décembre 2013)

Le gouvernement Hollande-Valls étrangle la Sécurité sociale

Le gouvernement, comme ses prédécesseurs, bloque les salaires des fonctionnaires et continue de marteler que la Sécu et les hôpitaux publics ont des « trous », des « déficits » alors qu'il n'y a de déficit de la Sécu que parce que les capitalistes refusent de la financer. L'État exonère toujours plus les patrons de leurs cotisations sociales. Il s'en prend aux travailleurs de la santé et diminue la prise en charge des soins. Le capitalisme entraîne la société en arrière.

Le budget de la sécu prévoit 20 milliards d'euros d'économie dont 520 millions sur le dos des hôpitaux publics déjà en difficulté, alors que la fraude des patrons sur les cotisations patronales est estimée par la Cour des comptes à plus de 20 milliards d'euros et que d'autres dizaines de milliards d'euros sont légalement volés à la Sécu par les exonérations de cotisations patronales.

Les hôpitaux publics n'ont pas à être rentables. Ils traitent les réanimations les plus longues, les pathologies les plus lourdes, ils assurent les radios, les analyses et les autres examens sur place ; ils assurent la formation des médecins, des personnels paramédicaux (IDE, ASD, ASH, kiné, ergo, secrétaires, et autres).

Un projet de fermetures et de privatisation

Le « pacte de responsabilité », les milliards accordés aux patrons, le maintien de la loi HPST adoptée sous Sarkozy sont complétés par la loi santé de Touraine.

Tous conduisent à la fermeture d'hôpitaux et de services de soins (200 hôpitaux sont concernés, sont particulièrement visés les centres d'IVG et les maternités), à la réduction des postes, au surcroît de travail, à la remise en cause des droits statutaires (travail en 12 h imposé, rappel sur les jours de repos, suppressions de RTT,

remise en cause de l'avancement), au développement de la précarité (16 % des emplois).

Sous prétexte « d'offre globale de soins » le gouvernement veut « mutualiser » les moyens entre hôpitaux publics et cliniques privées, remettre en cause le service public au profit du capital.

Les aides et subventions reviendront prioritairement aux « communautés hospitalières de territoire », c'est-à-dire aux hôpitaux acceptant de « se mettre en réseau », de se spécialiser (en abandonnant les autres secteurs), de partager les moyens (équipements et personnels), d'externaliser (sous-traitance d'une part des activités administratives, logistiques).

Sur un « territoire », c'est l'hôpital public qui fera double emploi et fermera partiellement ou totalement, pas la clinique privée. La finalité est de réduire les dépenses, de fragiliser un secteur qui reste syndiqué et revendicatif, tout en augmentant le profit des groupes capitalistes en cours de concentration.

L'attaque du gouvernement va aussi à l'encontre des malades. Déremboursement de médicaments, fermeture de centres IVG et maternités, systématisation des hospitalisations ambulatoires...

Front unique pour battre le gouvernement et obtenir le retrait du plan Hollande-Valls-Touraine !

Alors que des centaines de milliers de travailleurs de la santé et des millions d'autres, comme patients actuels ou potentiels, sont pénalisés par l'austérité qui frappe la santé publique, les représentants syndicaux continuent à siéger dans les conseils d'administration et toutes les structures qui mettent en œuvre ces mesures.

La CGT s'oppose à la méthode du gouvernement, définir les moyens financiers avant les orientations... Pour autant, la CGT reste inscrite dans la négociation, comme le répète régulièrement son secrétaire général Thierry Lepaon. (Libération, 10 juillet 2014)

Au lieu d'exiger le retrait pur et simple du plan, les bureaucraties syndicales dissipent la combativité dans des

journées d'action (16 octobre, 18 novembre), lancent des pétitions pour les parlementaires (y compris ceux de l'UMP et du FN), organisent de barbecues...

Il est nécessaire que les députés comprennent que nous informerons les populations sur les conséquences de leur vote et que cela finira par se traduire dans les urnes... faire entendre le mécontentement grandissant contre l'ensemble des politiques d'austérité antisociales. (SUD Santé, 18 novembre)

Les travailleurs de plusieurs hôpitaux ont tenté de se regrouper en constituant une « convergence des hôpitaux en lutte ». Mais le PCF, le PdG, le NPA et LO la stérilisent en la ramenant dans les bras des directions syndicales. Ainsi, la convergence refuse jusqu'à présent d'appeler au retrait du plan et de préparer la grève générale pour battre le gouvernement.

Pour battre le gouvernement, pour se défendre et pour financer la santé publique pour tous et de qualité, il faut que les travailleuses et les travailleurs, dans les réunions syndicales et les assemblées générales, imposent aux organisations syndicales la défense de leurs revendications, la rupture des négociations des attaques du gouvernement. Ils doivent prendre en main leur lutte par des AG

qui décident, des comités élus par les AG et centralisés à l'échelle nationale sur l'axe :

- À bas les budgets de l'État et de la Sécu faits pour le Medef et contre les travailleurs ! Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations des capitalistes ! Les patrons hors de la Sécu !
- Retrait du plan Hollande - Touraine ! Boycott de toutes les négociations de nouvelles attaques ! Boycott des organismes qui les appliquent !
- Maintien de tous les centres IVG et de tous les hôpitaux publics ! Nationalisation sans indemnité des groupes capitalistes de soins, des médicaments et vaccins, des assurances !
- Non à la suppression des RTT, CA, RF... ! Défense des statuts de la fonction publique !
- Augmentation des crédits de fonctionnement, création de tous les postes de soignants nécessaires ! Titularisation des contractuels quelle que soit leur nationalité ! Paiement des élèves-infirmiers ! Augmentation des salaires ! Paiement décent des internes !

15 novembre 2014

Contre le démantèlement du service public d'enseignement supérieur et de recherche

Alors que le Medef réclame « *le copilotage des formations* » (*Les Échos*, 8 décembre 2013), la secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche Geneviève Fioraso veut que les universités « *deviennent des centres de coûts et de profits* » et « *augmentent leur chiffre d'affaires* » (*Les Échos*, 23 janvier 2014).

Le patronat et son gouvernement s'en prennent au service public d'enseignement supérieur et de recherche. La recherche de profit et le militarisme passent par une régression de la civilisation humaine.

La poursuite du démantèlement du service public d'enseignement supérieur

Le gouvernement poursuit à l'identique la politique menée sous Sarkozy. Fin octobre, il a amputé les dotations aux universités de 400 millions d'euros.

La LRU, combattue voici cinq ans par les étudiants et les personnels qui avaient échoué à cause de l'empêchement de la grève générale par les directions syndicales, implique que les universités gèrent leur propre budget, sont évaluées avec les critères des entreprises capitalistes (indicateurs de performance), ce qui les conduit à économiser sur le personnel, sur les formations, sur les équipements, mais pas sur les dépenses somptuaires, sur

les consultations de cabinets de conseil...

La moitié des postes proposés par le Ministère (déjà en baisse de 25 %, au CNRS depuis 2011, à l'Université depuis 2009) est gelée faute de budget, avec l'approbation des dirigeants syndicaux qui siègent dans les conseils d'université, quels que soient leurs votes. Les chargés d'enseignement les plus précaires sont payés en retard, s'ils ne sont pas licenciés, les droits aux congés pour recherche sont amputés.

Les universités sont mises en concurrence (avec les initiatives « d'excellence », les regroupements forcés).

Les salaires sont bloqués et les personnels sont divisés (l'Aeres de Péresse, que Fioraso a transformé en Hceres, en réalité doté des mêmes prérogatives, distribue des bons et mauvais points, selon la docilité et la capacité à répondre aux exigences du capital). Ceux qui ne répondent pas sont punis par le décret statutaire, qui avait provoqué la lutte des personnels en 2009 en raison de la modulation de services qu'il autorise (travailler plus pour gagner autant !), et qui est maintenant reproduit à l'identique.

Or, les directions syndicales ne réclament même pas son abrogation : « *Le décret statutaire EC 2014 concerne des*

questions extrêmement sensibles pour l'ensemble de la communauté universitaire. En aucun cas il ne peut être promulgué en l'état. Les organisations syndicales signataires exigent solennellement du ministère qu'il revoie ses propositions et ouvre de véritables négociations » (Communiqué SNESUP-FSU, SupAutonome, FERC-SUP CGT, SNTRS-CGT, CGT-INRA, Sud Education, SNPRES-FO, 22 janvier 2014)

Le recherche par projet (seulement les projets rentables pour le patronat) oblige les universitaires à courber l'échine pour obtenir des financements (seuls 10 % des projets en obtiennent) et encourage la précarité, qui touche déjà 35 % du personnel des universités, alors que le financement public est en baisse depuis dix ans.

En revanche, le patronat est gâté, en profitant des 6 milliards offerts avec le crédit impôt-recherche (CIR), soit l'équivalent du budget des organismes publics dilapidé en cadeaux au patronat.

Le droit aux études menacé

Les universités font également des économies, en application de la LRU, sur leurs capacités d'accueil, avec des « licences à capacité insuffisante » les autorisant à ne pas accueillir tous les étudiants, pourtant titulaires du baccalauréat, premier diplôme universitaire, qui joue précisément le rôle de sélection.

Ainsi, des dizaines d'universités (en particulier dans les facultés de Staps, mais aussi Économie-gestion, LEA, Arts du spectacle, Psychologie...) appliquent le tirage au sort, privant de nombreux étudiants de leur droit à suivre les études qu'ils souhaitent.

Il s'agit en réalité de sélectionner les étudiants pour diminuer les dépenses en affichant un taux de réussite plus élevé – qui leur permet d'obtenir plus de financement, et donc de faire payer aux étudiants les coupes générées par la LRU : diminution des volumes horaires de certaines formations, du nombre d'options, augmentation du nombre d'étudiants par groupe de TD. Cela touche particulièrement les étudiants des milieux les plus pauvres, dont la réussite est moindre, pour des raisons évidentes. Les visas ne sont pluriannuels que pour les étrangers qui sont arrivés en master et ou doctorat.

Cela s'ajoute au fait que le coût de la vie étudiante augmente plus vite que l'inflation (2 % en 2014, contre une inflation de 0,5 %), que la moitié des étudiants sont contraints de se salarier – 30 % le sont à temps plein (20 % en 2011).

Pourtant, la direction de l'Unef n'exige pas l'abrogation de ces mesures ; au contraire, elle demande à Fioraso de préciser « faire respecter la loi et d'assumer ses responsabilités », sous peine – le gouvernement tremble – de « déposer des recours devant les tribunaux administratifs, contre les universités ou les rectorats » (W. Martinet, président de l'Unef, *Le Parisien*, 16 juillet 2014).

Des tentatives de lutte

L'association Sciences en marche a été impulsée par quelques chercheurs, en dehors des directions syndicales, tout en restant sur un terrain illusoire et impuissant : « il est temps que François Hollande président mette sa politique en conformité avec ses positions » (*Discours de Sciences en marche*, Paris, 17 octobre), si bien que le gouvernement a pu les traiter avec mépris : « Le gouvernement ne souhaite pas bouger, pour des raisons de lisibilité, de signal politique » (C. Eckert, secrétaire d'État au budget, 17 octobre) ; « demander davantage d'argent à l'État ne me paraît pas réaliste dans la conjoncture actuelle » (G. Fioraso, 17 octobre).

Depuis fin septembre les étudiants et personnels de l'université Pascal à Clermont-Ferrand se lèvent contre la sélection illégale, contre la suppression d'options, contre la fermeture de plusieurs BU, contre le gel de postes... Ils luttent pour obtenir le droit à étudier dans de bonnes conditions (cadre national, absence de sélection, renforcement des moyens...). Les personnels de l'Université de Clermont-Ferrand, pour ne pas rester isolés, s'étaient prononcés en AG le 9 octobre pour que les organisations syndicales appellent à la manifestation nationale à l'Assemblée nationale au moment du vote du budget de l'enseignement supérieur. Mais les directions syndicales, soucieuses de protéger le gouvernement, n'en ont rien fait, laissant tranquillement voter le budget !

C'est pour le combat centralisé contre le gouvernement qu'il faut s'organiser, pour construire ce qui manque aux chercheurs et aux étudiants : une orientation de lutte de classe, un parti ouvrier révolutionnaire et une organisation révolutionnaire de la jeunesse qui puissent mener la lutte sur les mots d'ordre.

Abrogation de la LRU ! Suppression de l'HCERES ! Retrait du décret statutaire ! Suppression du CIR ! Suppression de l'ANR ! Dehors, le patronat et l'armée de l'université et de la recherche publiques !

Création de milliers de postes statutaires ! Titularisation des précaires ! Augmentation des salaires !

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes ! Contre les barrières à l'entrée à l'université ! Droits pour les jeunes étrangers d'étudier en France !

Dirigeants UNEF, FSU, CFDT, SUD, CGT, UNSA... cessez toute négociation des attaques du gouvernement, sortez des conseils d'université, du Cneser ! À bas la cogestion !

Comité d'action ou de grève dans chaque université rassemblant les représentants, élus par les AG, des étudiants, des universitaires et des autres personnels ! Coordination nationale des comités d'action et de grève !

7 novembre 2014

À bas le « pacte de responsabilité » et les budgets qui en découlent !

La faute à « Bruxelles » ?

Du parti fascisant aux partis sociaux-chauvins, la plainte est unanime : « *l'étranger* » (en l'occurrence l'Union européenne) soumettrait « *la France* » à une politique « *d'austérité* » qui serait la cause de la crise économique que subit « *la nation* ».

Toutes les annonces désastreuses faites depuis quelques semaines contre les retraités, les automobilistes, les chômeurs, les familles, ne visent qu'une seule chose : donner des gages d'austérité à Bruxelles et quémander son indulgence sur l'invalidation de notre budget. (Marine Le Pen, RTL-AFP, 15 octobre 2014)

Caché derrière les recommandations de la Cour des Comptes un jour, de Bruxelles et surtout d'A. Merkel, un autre, le gouvernement et le Président affichent sans sourciller leur objectif de ramener le déficit à 3 % du PIB... Le freinage de la dépense engendrée par de tels choix ne fait qu'ajouter des difficultés aux difficultés existantes. (Jean Marc Durand, Budget 2015 : Halte à la dangereuse fuite en avant !, PCF, 29 septembre 2014)

En réalité, le capitalisme français ne s'est pas remis de la crise capitaliste mondiale de 2008. D'une part, le gouvernement Hollande-Valls-Macron s'efforce de restaurer la profitabilité du capital national par un surcroît d'exploitation ; d'autre part, il entretient à grands frais des bandes armées pour maintenir l'ordre à l'intérieur et conserver à l'échelle internationale les possibilités de profiter du pillage des ressources naturelles et de l'exploitation des travailleurs du monde entier. L'aspect budgétaire de sa politique est forcément guidé par les mêmes intérêts.

Quant au respect des traités de l'UE (TSCG), le gouvernement s'exempte de la limite de la dette publique, fixée depuis 1992 à 60 % du produit intérieur brut du pays. La dette publique française (État + collectivités territoriales + organismes de sécurité sociale) approche désormais 100 % du PIB.

L'autre règle est le plafond de 3 % du PIB pour le déficit public annuel. Pour 2015, le déficit français s'élèvera à 4,3 % du PIB. Le gouvernement repousse, chaque année, le respect de la règle à plus tard.

La trajectoire de finances publiques présentée par le Gouvernement doit permettre de ramener le déficit public sous la barre des 3 % en 2017. (Michel Sapin, Dossier de presse PLF 2015, 1^{er} octobre 2014)

Pourtant, la politique budgétaire française, hier comme aujourd'hui, reste tolérée car l'Union européenne est aux mains de quelques puissances impérialistes (dont la bourgeoisie française fait encore partie). Par contre, l'Union européenne s'est montrée intransigeante à l'égard de sa « périphérie », en particulier la Grèce.

L'État, un instrument des exploités, financé sur le dos des exploités

Toute la richesse de la société est produite, à partir de la nature, par les producteurs qui sont, dans une société capitaliste, avant tout des travailleurs salariés. La somme des salaires versés aux travailleuses et aux travailleurs ne peut constituer qu'une part de la richesse nouvelle que les producteurs engendrent par leur labeur opéré sous la domination du capital. L'exploitation réside dans le fait que les détenteurs de la propriété sont en droit d'accaparer la différence, le travail non payé, la plus-value sociale répartie entre eux sous forme de profits, d'intérêts, de loyers, de redevances, etc.

Le travailleur salarié a cessé d'être propriétaire. Il est posé en principe qu'il travaille comme non propriétaire et que les conditions de son travail se présentent à lui comme la propriété d'autrui. (Karl Marx, *Manuscrits*, 1861-1863)

L'État, ses subdivisions territoriales et les organismes de sécurité sociale qu'il crée, modifie la répartition du produit social entre les classes par leurs ponctions et aussi par le reversement d'argent (subventions, prestations sociales, aides sociales) ou de services gratuits ou partiellement gratuits (santé, instruction, transport, logement, sport, loisir...).

L'État du capitalisme est bourgeois parce qu'il défend les intérêts généraux du capital national tant contre les autres bourgeoisies que contre le prolétariat local (quelle que soit la nationalité ou l'ethnie des individus qui le composent).

Cet État n'est autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. (Karl Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845)

Au début du capitalisme, les premiers économistes de la bourgeoisie (Adam Smith, David Ricardo...) préconisent la réduction des dépenses de l'État à leur minimum pour ne pas nuire au profit et à l'accumulation du capital national. Car il lui faut des ressources, soit les prédatations aléatoires sur d'autres sociétés, soit les prélèvements ré-

gouliers sur les revenus des classes sociales (impôts nationaux, impôts locaux, cotisations sociales obligatoires).

L'impôt est la source de vie de la bureaucratie, de l'armée, de l'Église et de la cour, bref de tout l'appareil du pouvoir exécutif. (Karl Marx, Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte, 1852)

Mais la classe capitaliste locale regimbe partout et toujours à assumer les frais généraux de son propre État. Dès lors, tout gouvernement bourgeois tend à ménager les capitalistes. Cette politique bienveillante s'ajoute à « l'optimisation fiscale » et à la fraude auxquelles ils se livrent pour faire retomber le fardeau de l'impôt sur les travailleurs salariés et indépendants.

Le ministre PS délégué au budget Jérôme Cahuzac avait un compte en Suisse et le secrétaire d'État au commerce extérieur PS Thomas Thévenoud oubliait de déclarer ses revenus. Malgré tout, ce sont des petits fraudeurs en comparaison des PDG et des grands groupes capitalistes. Dans le monde entier, les firmes transnationales jouent, tout à fait légalement, de la concurrence fiscale des États, en s'installant dans des « paradis fiscaux ».

Des milliards d'euros de recettes fiscales évaporés grâce à des accords secrets entre le Luxembourg et plus de 500 multinationales : Apple, Amazon, Verizon, AIG, Heinz, Pepsi... De grands groupes européens sont aussi pris dans ces révélations : allemands, néerlandais, suédois, belges, etc. Des groupes français, dont Axa et le Crédit agricole, sont aussi concernés. (Le Monde, 7 novembre 2014)

En France, les patrons escroquent la Sécu de plus de 20 milliards d'euros par an.

D'après un rapport de la Cour des comptes sur la Sécurité sociale, la fraude aux cotisations sociales des entreprises s'est élevée entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros en 2012. (L'Expansion, 16 septembre 2014)

Les capitalistes et les petits-bourgeois escroquent le Trésor public de plus de 60 milliards d'euros par an (au moins 17 % des recettes de l'État).

Par extrapolation des résultats du contrôle fiscal et consolidation des travaux existants, il est aujourd'hui possible d'estimer que le montant des pertes fiscales découlant des différentes formes d'évitements illégaux de l'impôt est compris entre 60 et 80 milliards d'euros. (Solidarité-Finances publiques, Rapport, 21 janvier 2013)

Quand les capitalistes sont pris à voler l'État, l'administration des impôts ne saisit pas leurs biens et ne les fait pas jeter en prison comme un vulgaire délinquant à

capuche, elle négocie avec leurs « avocats d'affaires » un accord confidentiel.

4 000 dossiers de régularisation ont été déposés avant la mise en place de la loi contre la fraude fiscale. Ces repentis bénéficieront d'aménagements pour payer impôts, majorations et amendes. Et ils évitent des poursuites judiciaires. (L'Expansion, 31 octobre 2013)

La dette publique n'est pas celle du prolétariat, mais celle de la minorité capitaliste

Comme les capitalistes, légalement et illégalement, se refusent à payer pour leur État, celui-ci se résout à leur emprunter.

La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, monarchique constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. (Karl Marx, Le Capital, I, 1867)

D'autant que, quand le capitalisme entre en déclin au début du 20^e siècle, l'État tend à grossir démesurément, car les rivalités inter-impérialistes s'aiguisent et les groupes capitalistes nationaux le sollicitent de manière permanente. Leurs exigences s'intensifient en cas de crise économique.

Pour éviter l'effondrement du capitalisme national, l'État bourgeois débourse sans compter en temps de récession. Chacun s'empresse de sauver ses groupes de la finance, de l'armement, de l'automobile, du bâtiment... sans plus se soucier des préceptes libéraux de modération des dépenses publiques.

L'autorégulation pour régler tous les problèmes, c'est fini. Le laissez-faire, c'est fini. Le marché qui a toujours raison, c'est fini. (Nicolas Sarkozy, Discours de Toulon, décembre 2008)

La banque centrale complète, baissant le taux d'intérêt auquel elle prête aux banques de la zone monétaire (taux directeur), leur prêtant sans limite quantitative, rachetant leurs titres les plus douteux, facilitant ainsi la spéculation qui reprend de plus belle, comme avant la crise.

Comme taxer les capitalistes aggraverait le problème de l'insuffisance de la plus-value sociale par rapport à la taille du capital total, l'État bourgeois préfère emprunter. Confrontés à la dépression économique mondiale des années 1930, des économistes bourgeois du 20^e siècle (Richard Kahn, John Maynard Keynes...) ont légitimé le déficit budgétaire en prétendant qu'il relancerait la production et supprimerait le chômage.

En pratique, la classe capitaliste refuse de supporter l'impôt et sa fraction la plus parasitaire s'enrichit des intérêts versés par l'État. En outre, les titres de la dette

publique servent de soubassement au marché financier national.

Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire... À part la bonne fortune des intermédiaires financiers entre le gouvernement et la nation et celle des capitalistes, auxquels une bonne partie de ces sommes rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette publique alimente les émissions d'action et d'obligation, les marchés financiers, la spéculation, en somme les Bourses de valeurs et le système bancaire moderne.
(Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867)

La dette publique augmentant, les gouvernements en tirent prétexte pour diminuer les dépenses qui profitent aux travailleurs (pensions de retraite, allocations chômage, remboursement des soins, enseignement public..) et augmenter les prélèvements sur les travailleurs (TVA, cotisations salariales, impôt sur le revenu des salariés qualifiés...).

Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôt de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, d'avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. La surcharge des taxes n'en est pas un incident, mais le principe.
(Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867)

Les deux budgets du gouvernement PS-PRG pour l'année prochaine (PLF 2015 pour l'État et PLFSS 2015 pour la sécurité sociale) en sont la preuve.

Les nouveaux cadeaux aux capitalistes

Les patrons paieront moins grâce au « Pacte de compétitivité » (CICE) et au « Pacte de responsabilité » (allègements supplémentaires de cotisations sociales patronales).

Le cumul du CICE et du pacte de responsabilité représentera 40 milliards par an d'aides aux entreprises. (Crédit agricole, *Focus*, 9 octobre 2014)

Les employeurs, quelle que soit la taille de l'entreprise, ne paieront plus de cotisation sociale pour les salariés au smic. Les employeurs voient baisser les cotisations patronales du régime familial de la Sécu (gain annoncé : 4,3 milliards). La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) est progressivement supprimée (1 milliard d'euros de profits supplémentaires dès 2015).

L'impôt sur les sociétés (IS) passera progressivement de 33,3 % à 22 % des bénéfices déclarés. Le CICE est un remboursement de l'impôt sur les entreprises (16,5 milliards de profit en plus). Cédant aux manifestations organisées

par les patrons bretons du Finistère contre « l'écotaxe », le gouvernement Hollande-Valls-Royal abandonne l'impôt de Sarkozy sur le transport routier (1,4 milliard d'euros de profit en plus).

L'impôt qui touchait les « salaires » mirobolants (de plus d'un million d'euros) est abandonné.

La plus basse tranche de l'impôt sur le revenu (IRPP) est supprimée, ce qui n'apporte rien à la moitié la plus pauvre de la population qui était déjà exemptée de l'IRPP. Par contre, la TVA qui la frappe de plein fouet reste à 20 % pour compenser le CICE. La redevance télé augmente, de même que la TICPE sur le gazole (qui s'ajoute à la TVA).

Les nouvelles ponctions sur les salariés

Depuis la loi Chirac-Juppé de 1995, la Sécu est soumise par l'État à un plan de restriction annuel (PLFSS). Alors que les besoins de santé croissent, l'hôpital public doit économiser 520 millions d'euros en 2015. Les services les plus touchés par les fermetures sont les maternités et les centres d'IVG, peu rentables pour les hôpitaux. Les femmes sont donc particulièrement touchées par ces économies. L'hospitalisation à domicile et la chirurgie ambulatoire se systématisent, ce qui augmente la charge de travail domestique, le plus souvent assumée par les femmes.

Une autre mesure d'économie (700 millions d'euros), est la restriction des allocations familiales en fonction de seuils de revenus. Les inégalités de revenus ne viennent pas du forfait d'allocations familiales mais de l'exploitation que les députés PS aggravent. Les seuils de revenus pour les allocations familiales pourront être modifiés et la nouvelle règle étendue à d'autres prestations, au gré des gouvernements prochains (probablement UMP, grâce à la politique de trahison du PS).

Dans son propre budget (PLF 2015), l'État réduit considérablement ses dotations aux collectivités territoriales, ce qui aboutira en 2015 à une combinaison d'économies régionales, départementales ou communales et d'augmentation des impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière, taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères...).

Les salaires des travailleurs de l'État, des collectivités territoriales et de la santé publique resteront bloqués jusqu'en 2017 : les syndicats estiment que le pouvoir d'achat est déjà amputé de 6 % depuis l'instauration du blocage par le gouvernement Sarkozy-Fillon en 2010. Les « hauts fonctionnaires » échappent, eux, à l'austérité salariale des exécutants, par le jeu de primes élevées (la moyenne de la rémunération dans les cabinets ministériels est de 13 000 euros par mois), sans parler des avantages en nature.

Tout prélèvement supplémentaire de richesse par l'État lui profite d'abord plutôt qu'au peuple. D'abord à la classe politicienne et à son gigantesque entourage de conseillers, de clientèles, de serviteurs divers. À ses hauts fonctionnaires...
(Tom Thomas, *Étatisme contre libéralisme ?*, 2011)

Les effectifs des fonctionnaires de l'État seront réduits de 12 000 postes. Seuls sont épargnés l'enseignement, la police nationale et la justice. Cependant, si le gouvernement avait annoncé la création de 60 000 postes dans l'enseignement durant la législature, seuls 3 856 titulaires ont été nommés à cette date. Entre autres, l'administration du travail, déjà orientée vers l'application de la politique de l'emploi du gouvernement, aura moins de moyens pour aider les travailleurs salariés confrontés aux abus des patrons ; l'administration fiscale aura moins de moyens pour démasquer la fraude des riches et des entreprises ; etc.

Officiellement, la « défense » fait les mêmes sacrifices. En fait, il n'en est rien.

La priorité : l'ordre policier et le militarisme

L'effectif de l'armée baisse, mais elle devient plus active. Elle comporte moins de techniciens et de gestionnaires, plus de mercenaires impérialistes et contre-révolutionnaires (comme les « forces spéciales » qui interviennent sans aucun contrôle du parlement).

Les « fonctions régaliennes », c'est-à-dire le cœur de l'État bourgeois, son appareil répressif, sont épargnées par les coupes budgétaires.

La programmation 2015 - 2017 prévoit les moyens nécessaires pour la mise en œuvre des priorités du Gouvernement, notamment... pour la sécurité avec les créations d'emplois au ministère de la justice et dans les services de la gendarmerie et de la police, et avec le respect de la trajectoire de dépense prévue par la loi de programmation militaire. (Michel Sapin, *Dossier de presse PLF 2015*, 1^{er} octobre 2014)

À ces dépenses pour « la sécurité », il faut ajouter des charges qui sont imputées à d'autres postes du budget de l'État ou des collectivités territoriales. En particulier, l'activité des douanes contre les migrants fait partie du budget du ministère des Affaires étrangères, celle des polices municipales sont à la charge des communes. En outre, une partie du financement de la recherche et de la diplomatie, les multiples subventions aux entreprises de l'armement sont, en fait, des dépenses militaires. Enfin, bien des infrastructures (réseaux de communication, ports, aéroports, autoroutes...) sont conçues en concertation avec l'état-



Cabu, *Le Canard enchaîné*

major qui les utilise gratuitement (ou peut les utiliser sans payer en cas de conflit).

Officiellement, le budget octroie à l'armée (« la défense ») 31,4 milliards d'euros, plus de 250 000 mercenaires, ce qui est déjà colossal.

L'État recourt à une entoureloupe comptable pour les « opérations à l'extérieur » (Opex). Elles entraînent évidemment des dépenses : transport, primes... Les militaires professionnels y participant voient leur solde multipliée par 2,3. Cette prime (ISSE) est exclue du revenu imposable, elle échappe à l'IRPP.

L'État impérialiste français menant trois guerres de front (Mali, Centrafrique, Irak), le coût des interventions militaires dépasse 1 milliard d'euros. Pour 2014, le surcoût est de 605 millions. La provision pour les Opex dans le budget adopté fin 2013 était de 450 millions d'euros.

D'une part, 450 millions d'euros ont été inscrits dans le budget dont j'ai la charge, en stricte conformité avec la loi de programmation militaire. D'une autre, la dépense supplémentaire de la France pour sa sécurité et la défense de ses valeurs se voit intégralement compensée par le budget général de l'État, là aussi, comme le prévoit la loi de programmation militaire. (Jean-Yves Le Drian, *Message sur les opérations extérieures*, 11 novembre 2014)

Autrement dit, ce sont les autres ministères qui paient. 605 millions d'euros qui figuraient dans le budget 2014 pour l'enseignement, le travail, la culture, la santé, l'industrie, l'agriculture... sont en réalité allés dans les poches de l'armée, s'ajoutant à ce qui était annoncé officiellement pour « la défense ».

Une des premières mesures que prendrait un gouvernement ouvrier serait de dissoudre l'armée professionnelle.

Le premier décret de la Commune de Paris fut la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes. (Karl Marx, Adresse de la 1^{re} Internationale sur la Commune de Paris, 1871)

Pour la révolution sociale, pour l'État à bon marché

À l'opposé, le gouvernement PS-PRG soigne l'État-major et le Front de gauche (PCF, PdG, renégats du trotskysme, débris du stalino-maoïsme...) trouve que c'est insuffisant.

L'Assemblée nationale a adopté mercredi les crédits alloués à la Défense dans le projet de budget 2015... Pour le Front de Gauche, Jean-Jacques Candelier a dénoncé les «conséquences néfastes» sur le territoire du «plus gros plan social jamais connu» dans la Défense. (AFP, 29 octobre 2014)

L'État bourgeois est voué à défendre le capitalisme. Il faut un autre État aux travailleurs que la 5^e République ou qu'une 6^e République qui restera basée sur l'exploitation et la perpétuera en conservant l'armée et la police bourgeoises pour écraser toute révolution sociale.

Sans contrôle ouvrier, les capitalistes peuvent reporter toujours le fardeau de l'impôt sur les producteurs, avec la complicité de leur État. Il faut aux travailleuses et aux travailleurs plus qu'une illusoire modification de la fiscalité par l'État bourgeois (la «révolution fiscale» du PCF et du PdG, soutenue par LO et le NPA) ou que des bulletins de vote pour ceux qui veulent renforcer l'État bourgeois (la prétendue «révolution citoyenne»). Il faut qu'ils mènent une vraie révolution, la révolution sociale, pour prendre le pouvoir à la bourgeoisie et ouvrir la voie au socialisme, au communisme.

Le peuple ne s'est pas désarmé et n'a pas remis le pouvoir entre les mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; par la formation de la Commune, il a pris dans ses propres mains la direction effective de la révolution et a trouvé en même temps le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même, en remplaçant l'appareil d'État, l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son appareil gouvernemental à lui. (Karl Marx, Premier essai de rédaction de l'Adresse de la 1^{re} Internationale sur la Commune de Paris, 1871)

Sans instrument, la classe ouvrière ne peut pas prendre le pouvoir. Il lui faut construire un véritable parti ouvrier, révolutionnaire et internationaliste sur la base d'un programme du type :

- Fin des exonérations d'impôts et de cotisations sociales des entreprises capitalistes ! Aucune subvention aux entreprises capitalistes ! Limitation de la TVA aux

seuls biens de luxe ! Impôt direct fortement progressif ! Annulation de la dette publique ! Transparence de l'imposition des personnes physiques et des entreprises, accompagnée du contrôle des travailleurs sur les entreprises !

- Services sociaux sous le contrôle des travailleurs ! Expulsion des patrons de la sécurité sociale ! Expulsion de l'Église catholique et des patrons de l'enseignement ! Santé gratuite et de qualité ! Interdiction des dépassements d'honoraires ! Fermeture des lits privés dans les hôpitaux ! Nationalisation sans indemnité des cliniques privées et des groupes pharmaceutiques !

- Interdiction de l'espionnage politique généralisé et abrogation des mesures contre les libertés démocratiques ! Retrait des troupes françaises d'Irak, de Centrafrique et du Mali ! Départ de l'OTAN ! Fermeture des bases militaires françaises à l'étranger ! Expropriation des fabricants d'armes ! Licenciement de l'armée professionnelle et de la police ! Armement du peuple !

- Baisse du temps de travail jusqu'à la disparition du chômage ! Augmentation des salaires, des indemnités, des allocations et des pensions ! Création de tous les postes nécessaires dans la fonction publique ! Titularisation des précaires ayant cumulé un an de travail pour l'État, les collectivités territoriales, les hôpitaux ou les universités !

- Suppression de la Présidence de la République ! Dissolution du Sénat et du Conseil économique, social et environnemental ! Élus révocables et indemnisés au niveau d'un ouvrier qualifié ! Comités de travailleurs pour gérer la commune ! Centralisation des comités à l'échelle du pays pour désigner et contrôler un gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe ! Fédération socialiste mondiale !

22 novembre 2014

Solidarité avec Alain Pojolat et le NPA

La conférence du Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente), réunie les 25 & 26 octobre, assure le camarade Alain Pojolat et le NPA de leur solidarité totale face aux poursuites de la justice bourgeoise aux ordres du gouvernement Hollande-Valls. Ceux-ci reprochent à celui-là d'avoir appelé à manifester les 19 et 26 juillet en solidarité avec le peuple palestinien massacré par l'armée colonisatrice d'Israël. Il a été relaxé le 23 octobre en premier jugement du tribunal correctionnel de Paris, mais le parquet a fait appel.

Abandon de toute poursuite contre Alain Pojolat !

Liberté de manifester pour les organisations ouvrières et anti-impérialistes !

Italie : La classe ouvrière et la jeunesse cherchent à battre le gouvernement Renzi

Formé en février dernier, le gouvernement que dirige Renzi est une coalition du Parti démocrate (PD), du Nouveau centre droit (NCD, chez Berlusconi jusqu'en 2013), de l'Union du centre (UdC, chrétiens démocrates) et du Choix civique pour l'Italie (SC, autour de Monti, champion de l'austérité et de la « réforme du marché du travail » en 2011).

Dans le but d'asseoir cette continuité de défense des intérêts des capitalistes sur une stabilité des institutions, Renzi vient de signer, le 12 novembre, un pacte avec Berlusconi pour une réforme électorale. Il prévoit un nouveau mode de scrutin qui donnerait une prime au vainqueur du premier tour, afin d'aboutir à un système à deux partis, qui alterneraient au pouvoir.

« Redresser l'Italie »

Diminution de 10 % de l'impôt sur la valeur ajoutée des entreprises accompagnée de 3 milliards d'autres cadeaux fiscaux, 13 milliards d'euros pour les patrons créanciers des administrations, suppression de 85 000 postes de fonctionnaires sur 3 ans, privatisation totale des Postes et de l'Autorité de l'aviation civile, 900 millions d'euros de coupes dans les budgets de l'enseignement public... : le gouvernement Renzi prend en charge les intérêts des capitalistes, veut faire porter le fardeau de leurs dettes au prolétariat (135 % du PIB, 2 200 milliards d'euros).

La « réforme du marché du travail »

Le *Jobs act* (« loi du travail » en anglais, c'est plus mode) a été préparé pendant des mois, avant même la nomination de Renzi comme Président du conseil.

Principal élément innovateur du « Jobs Act » clairement d'inspiration blairiste : la création d'un nouveau contrat unique d'insertion à durée indéterminée « à protection croissante » pour les nouveaux entrants (avec une dose de flexibilité pendant trois ans). (Les Échos, 16 janvier 2014)

Traduction : pas de droit ou presque pendant trois ans, considérés comme « période d'essai » au bout de laquelle le patron peut légalement licencier sans que cela ne lui coûte rien. C'est un contrat « indéterminé » en termes de garanties pour le salarié et « déterminé » à assurer tous les droits au patronat.

Parallèlement, le plan prévoit la création d'un nouveau dispositif d'indemnisation chômage (baptisé « chèque universel »), avec impossibilité de refuser plus d'une proposition d'emploi. Au chapitre de la réglementation, il propose d'élaborer un projet de

simplification drastique du Code du travail, dans un délai de huit mois, et la participation des élus des salariés aux conseils d'administration des grandes entreprises, sur le modèle allemand. Outre la partie réglementaire, le « plan Renzi » prévoit un volet fiscal sur la baisse des charges des entreprises qui embauchent. (Les Échos, 16 janvier 2014)

Le patronat italien, on s'en doute, a applaudi des deux mains. Mais il n'a pas été le seul :

Le plan a déjà reçu un accueil favorable des syndicats. « Cela va dans la bonne direction », a reconnu la secrétaire générale de la CGIL (la CGT italienne), Susanna Camusso. (Les Échos, 16 janvier 2014)

Depuis, le plan est devenu un projet de loi qui vise à précariser massivement, en supprimant les dispositions légales antérieures quand elles limitaient l'exploitation : les patrons n'auront plus à justifier l'embauche en contrat à durée déterminée plutôt qu'en contrat à durée indéterminée et ce, jusqu'à 20 % des effectifs. Ils pourront remplacer un travailleur précaire par un autre, après trois ans dans l'entreprise, sans qu'il s'agisse d'un licenciement. Ils n'ont plus aucune obligation en matière de salaire ou d'embauche concernant les apprentis, sous prétexte qu'ils les « forment ». Ils obtiennent le droit de modifier le poste de travail sans tenir compte des qualifications, au titre de la « réorganisation » ou d'une « restructuration ».

Après les échecs de Monti et de Berlusconi qui avaient déjà essayé de supprimer l'article 18 du Code du travail, le gouvernement Renzi remet le couvert pour tenter d'effacer ce symbole des grèves des années 1970 : la réintégration avec indemnités de tout travailleur dont le licenciement était reconnu abusif.

Poletti, le ministre du Travail, ne ménage pas sa salive pour expliquer que cette « réforme » s'inscrit dans « la lutte pour l'emploi ». Il a fait carrière au Parti « communiste » italien, c'est donc un menteur hautement qualifié.

L'aile gauche du Parti démocrate (PD) s'est longuement opposée à ce projet de loi, estimant qu'il ne protégeait pas suffisamment les travailleurs mais elle a suivi la consigne du parti et voté la confiance. (Le Figaro, 9 octobre 2014)

En réalité, les dispositions contenues dans la « réforme du marché du travail » et dans les décrets annoncés démantèlent le droit du travail italien. Le projet de loi aggrave la situation de tous les prolétaires, qu'ils aient

un emploi ou qu'ils en soient privés (13 % de la population active, 44 % des jeunes).

Le prolétariat et la jeunesse veulent se défendre

Renzi et son gouvernement ont frappé vite et fort, pendant neuf mois, comptant sur la mollesse complice de leurs opposants « de gauche », et surtout sur les appareils des syndicats pour paralyser le prolétariat. Mais le Président du conseil a enterré trop vite la capacité des exploités à réagir. Sa « réforme du marché du travail » ne passe pas, les travailleurs rejettent massivement les attaques contre les conditions d'embauche et de travail.

La direction de la CGIL (qui ressemble à la CGT française) ne peut ignorer cette colère, au risque d'être totalement désavouée et de ne plus jouer son rôle de protection du gouvernement de « *déblocage de l'Italie* ». Sa secrétaire générale Camusso (membre du PD de Renzi) n'est plus à même aujourd'hui de dire en public tout le bien qu'elle pense de la « réforme du marché du travail » ; elle conseille au gouvernement de ralentir la cadence, de discuter pour endormir les masses. Mais Renzi considère qu'il a une meilleure méthode, lui qui a demandé et obtenu onze fois la confiance au parlement.

Cependant, les manifestations se succèdent dans le pays, en septembre et octobre, dénonçant le « Jobs act » et plus largement la politique du gouvernement ; ainsi le 10 octobre, des dizaines de milliers d'enseignants, d'étudiants et de lycéens ont fait grève et manifesté dans 90 villes italiennes contre le budget d'austérité, contre les contrats d'intérim de 35 mois dans la fonction publique.

La direction de la CGIL décide d'appeler à une journée nationale d'action le 25 octobre, avec défilé à Rome. Aucune exigence du retrait, l'hymne national pour cadrer la tête du cortège. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes déferlent dans la capitale, montrant leur volonté d'infliger au gouvernement une cinglante défaite en abattant sa loi pro-capitaliste, tandis que la direction syndicale continue à jouer la montre, maintient le « *dialogue* » avec le gouvernement. Le dirigeant de la FIOM, la fédération de la métallurgie, présenté comme « la gauche » de la centrale ce qui en dit long sur « la droite et le centre », déclare :

Renzi doit savoir que pour changer le pays, il a besoin de nous, ceux qui sont dans les rues de Rome aujourd'hui. (Landini, AFP, 25 octobre)

Le chef syndical apporte son aval à l'objectif martelé par le Président du conseil de « *changer le pays* », c'est-à-dire de faire passer sa politique anti-ouvrière contre laquelle, par centaines de milliers, les travailleurs manifestent sous son nez. Alors que les manifestants veulent affronter le gouvernement et le vaincre, Landini prêche la collaboration de classes. Pour empêcher le prolétariat de dresser sa force unie, il appelle à « *des grèves générales régionales* ».

Le 8 novembre, 100 000 fonctionnaires à Rome dénoncent le gel des salaires et la « réforme du marché du travail ». Le 12 novembre, à Rome, Milan, Turin, nouvelles manifestations de masse. La direction de la CGIL, sans même cibler la « réforme du marché du travail » dans l'appel, lance alors un mot d'ordre de « *grève générale de 8 heures, pour le 5 décembre* » : elle affiche le caractère limité qu'elle entend donner à la riposte et escompte que le projet de loi, à cette date, aura déjà été voté par la Chambre des députés.

Mais le prolétariat et la jeunesse ne sont pas prêts pour l'enterrement : le 14 novembre, un immense cortège est réuni à Palerme, le 17 novembre, dans 25 villes, étudiants et lycéens défilent par milliers.

La direction de la CGIL estime qu'elle ne parviendra pas seule à faire refluer cette vague qui grossit ; elle s'adresse à la CISL (qui ressemble à la CFDT française) et à l'UIL (qui ressemble à l'UNSA) pour qu'elles aident à cadenciser les masses.

La CISL donne son accord à une journée d'action seulement dans la fonction publique, l'UIL obtient le report de la « *grève générale de 8 heures* » au 12 décembre. Autant dire que les bureaucraties syndicales se sont unies pour diviser le prolétariat et s'entendent pour tenter de lui interdire de vaincre.

Grève générale pour arracher le retrait du projet de loi Renzi !

Il manque au prolétariat et à la jeunesse qui luttent en Italie une internationale ouvrière, un parti révolutionnaire qui traduise en mots d'ordre et en actions leur aspiration à défaire la politique anti-ouvrière de l'équipe Renzi, à commencer par le « Jobs act », à chasser ce gouvernement bourgeois et à instaurer le gouvernement issu du combat contre l'État des capitalistes. Regrouper pour le construire est une tâche urgente, inséparable de la participation à la mobilisation actuelle, sur une ligne de combat classe contre classe :

Dirigeants des syndicats et des partis qui disent parler en notre nom, rompez avec le gouvernement Renzi et sa politique ! Front unique ouvrier pour le retrait du projet de « réforme du marché du travail » ! Grève générale jusqu'au succès ! Comités de grève élus par les assemblées de grévistes, centralisés pour assurer la représentation de ceux qui produisent toutes les richesses, par qui fonctionnent tous les services utiles à la population laborieuse ! Baisse du temps de travail pour donner un emploi à tous ceux qui en cherchent ! Augmentation générale des salaires ! Mémes droits pour tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité !

18 novembre 2014

La jeunesse de Hong Kong se rebelle contre le parti unique de la Chine capitaliste



photo AFP

Hong Kong sous la domination de l'impérialisme chinois

L'oppression nationale et l'existence de « monopoles » sont les caractéristiques d'un État impérialiste selon Lénine (1914) et Trotsky (1937). La Chine contemporaine abrite deux grandes bourses (Hong Kong et Shanghai), de nombreux groupes multinationaux qui investissent de plus en plus à l'étranger (tels DongFeng dans le capital du groupe français PSA Peugeot Citroën et Huapont Nutrichem qui vient d'entrer dans le capital du groupe argentin Albaugh LLC). La République « populaire » de Chine (RPC) maintient aussi par la force des peuples entiers et plusieurs territoires significatifs : Tibet, Xinjiang, Hong Kong. Elle est donc impérialiste.

La presqu'île de Hong Kong compte 7 millions d'habitants. Ancienne colonie anglaise, elle est devenue une mégapole industrielle, commerciale et boursière bien avant sa rétrocession en 1997 à la RPC.

Auparavant, elle avait déjà joué un rôle important dans le rétablissement du capitalisme en Chine par la bureaucratie stalinienne. Si l'économie chinoise était restée collective, le capital aurait été forcément exproprié à Hong Kong, comme l'avait prévu Trotsky en 1939 et comme l'expérience l'a vérifié en 1945, lorsque l'URSS a intégré les pays baltes, l'ouest de l'Ukraine et l'ouest de la Biélorussie.

L'État chinois a intégré sans problème l'enclave capitaliste de Hong Kong parce qu'il était devenu lui-même capitaliste après l'écrasement de la révolte de la jeunesse en 1989 et la décision du gouvernement chinois de rétablir le capitalisme en 1992 (tout en maintenant un parti unique pour éviter l'éclatement qu'avait connu l'URSS).

Les étudiants et les lycéens protestent contre une élection truquée par Pékin

Le 22 septembre, les étudiants ont entamé une grève massive dans toutes les universités de Hong Kong. Durant plus de six semaines, ils se sont opposés à la volonté du gouvernement chinois central de manipuler l'élection du gouverneur de la presqu'île.

Pour intégrer Hong Kong, l'État bourgeois du continent s'était engagé à maintenir des libertés démocratiques chères, à juste titre, à la population (qui comprenait nombre de réfugiés du continent, y compris d'anciens « gardes rouges » de la « Révolution culturelle » lancée puis réprimée violemment par Mao Zedong).

Néanmoins, l'élection prévue en 2017 du gouverneur de Hong Kong est une parodie puisque Pékin sélectionne les candidats par un « Comité électoral » dont la moitié est directement désignée par le gouvernement central et une autre partie est sous sa coupe. La plupart des candidats sont des capitalistes. Contre ce simulacre, la jeunesse s'est levée en masse, posant la question des droits démocratiques pour toute la Chine.

Face au mouvement de la jeunesse, le gouverneur en place Leung Chun-Ying a opté pour la répression, en lien avec le gouvernement Xi Jinping de Pékin. Le 26 septembre, les policiers ont attaqué le rassemblement des étudiants qui s'étaient installés devant les bâtiments du gouvernement du territoire.

Le dimanche 28 septembre, des dizaines de milliers de travailleurs rejoignirent les jeunes. Trois quartiers, dont le centre politique et économique de Hong Kong (appelé Central), se couvrent de tentes pour les occuper en permanence et tenter d'arracher le retrait de la décision dictée par Pékin. Comme les manifestants se protégeaient des bombes aérosols au poivre, des canons à eau et des gaz lacrymogènes de la police avec leurs parapluies, des journalistes l'ont appelé dès le 28 « révolution des parapluies ». La direction du mouvement l'a édulcoré en « mouvement des parapluies ».

Le groupe Facebook Hong Kong Democracy Now (démocratie à Hong Kong maintenant) s'est rebaptisé « Umbrella Movement » (mouvement des parapluies) : « Les médias étrangers ont appelé ce mouvement la "révolution des parapluies". Ce n'est guère une révolution. "Mouvement des parapluies" est un nom plus approprié ». (L'Obs, 30 septembre 2014)

La direction pacifiste des étudiants sauve le gouverneur nommé par Pékin

Face à la répression policière, la Fédération des étudiants de Hong Kong et l'organisation lycéenne, au lieu d'organiser l'auto-défense des manifestations et des rassemblements, ont prêché aux manifestants la « non-violence » et la « désobéissance civile ».

Logiquement, la direction syndicale étudiante et celle des lycéens ont rejoint OCLP (Occuper Central avec amour et paix), un front bourgeois regroupant des prêtres, des capitalistes, des députés de partis bourgeois et des bureaucrates syndicaux. OCLP fait référence à Gandhi, le nationaliste bourgeois qui rejetait le progrès scientifique et technique et conseillait aux paysans et ouvriers de l'empire des Indes de se laisser massacrer par les troupes britanniques.

À notre époque, la bourgeoisie « démocratique » a peur de la révolution et se révèle partout incapable de se battre réellement pour les libertés. OCLP défend la propriété privée et se borne à demander un aménagement de la constitution pour Hong Kong. Il s'est donc opposé à la demande des libertés démocratiques pour toute la Chine.

L'occupation des quartiers était massive et populaire chaque fin de semaine, ce qui démontrait que de nombreux travailleurs étaient disponibles pour protéger les jeunes et se mobiliser. La convergence de la jeunesse sco-

larisée et du prolétariat de Hong Kong pouvait obtenir des élections libres, une victoire contre le gouverneur et le gouvernement central et ouvrir la voie à la révolution socialiste dans toute la Chine.

Mais le porte-parole de la Fédération des étudiants de Hong Kong, Alex Chow, refusa d'appeler les syndicats de travailleurs à la grève générale, s'adressant au contraire au gouverneur. La deuxième confédération syndicale (Confédération des syndicats de Hong Kong) fut contrainte à un geste de solidarité qu'elle borna à 24 heures de grève, la soupape de sécurité de toutes les bureaucraties syndicales dans le monde. Pendant ce temps, la bureaucratie de la principale organisation syndicale (Fédération des syndicats de Hong Kong), liée au gouvernement de Pékin, cautionnait la répression de la police bourgeoise contre les étudiants et les lycéens.

Ainsi divisés, faute d'organisation ouvrière révolutionnaire, sans assemblées et comités élus capables au fil de l'expérience de la lutte de changer la direction capitalarde, la jeunesse et la classe ouvrière n'ont pas joint leurs forces et le mouvement est restée dans les mains des petits bourgeois et des bourgeois qui le conduisaient à l'impasse.

Le gouvernement central du Parti « communiste » chinois (PCC) et son homme de paille Leung avaient donc des marges de manœuvre. Comme le parti bourgeois Guomindang l'avait fait en 1927 contre les ouvriers de Shanghai, ils envoyèrent à partir du 3 octobre les « triades » (la mafia) contre les jeunes désarmés. Mais la direction OCLP du mouvement, qui craignait la révolution par-dessus tout, persista dans l'imbécile non-violence. Le 5 octobre, le syndicat étudiant accepta de discuter avec Leung alors que la police et les truands attaquaient les rassemblements étudiants. Le mouvement déclina. Le 10 novembre, la manifestation ne regroupa qu'un millier d'étudiants.



chaque brochure 2 euros

Xi Jinping, secrétaire général du parti bourgeois unique PCC depuis octobre 2012, a surmonté la menaçante révolte de la jeunesse à Hong Kong et y a rétabli l'ordre grâce à l'aide des partis bourgeois « démocratiques » locaux et des bureaucraties syndicales. Toutes les puissances impérialistes en sont soulagées, même ses rivaux. Mais quand le relais sera pris par le prolétariat de Hong Kong et du continent, toute la réaction mondiale déchantera.

16 novembre 2014

Burkina Faso : Contre toute junte militaire, gouvernement ouvrier et paysan !

Le président qui vient d'être chassé par les masses du Burkina Faso, Blaise Compaoré, était un militaire formé par l'armée française. Compaoré a défendu les intérêts de la bourgeoisie française contre ceux de sa rivale britannique dans la guerre civile du Sierra Leone de 1991 à 2002. Il a financé la campagne de Chirac en 2002. Le Burkina Faso abrite une base militaire française d'où l'aviation et les mercenaires des Forces spéciales françaises peuvent défendre dans toute la région les intérêts d'Areva, Total, etc. Le fragile capitalisme burkinabé est dominé par les groupes capitalistes étrangers, en particulier français : 45 filiales sont présentes dans la plupart des secteurs de l'économie : agriculture, agro-alimentaire, construction, transports, banque, assurance.

La « Francafrrique » n'a jamais été très regardante sur la démocratie. En 1987, Compaoré assassina et remplaça le président Thomas Sankara, un nationaliste qui tentait de desserrer l'étreinte de l'impérialisme sur le Burkina Faso (ex-Haute Volta). Il est probable que l'État français et ses services secrets trempèrent dans le coup d'État.

Fin 1998, le journaliste Norbert Zango est assassiné. Le régime tente de présenter sa liquidation comme un accident. Ses obsèques à Ouagadougou se transforment en une manifestation contre Compaoré et son parti. Début 2011, Justin Zongo, un lycéen de Koudougou, décède après un passage à tabac dans un commissariat de police. Le régime prétend qu'il est mort de maladie. Des affrontements se déroulent à Koudougou entre policiers et écoliers faisant plusieurs blessés. Durant les semaines qui suivent, la révolte des jeunes gagne plusieurs autres villes, dont Ouagadougou et Ouahigouya, puis s'étend à d'autres couches sociales dans tout le pays. Le bilan est de 19 morts. L'armée bourgeoise entre en crise. Tout au long de 2011, Sarkozy soutient Compaoré à bout de bras. En décembre 2011, Ségolène Royal se rend au Burkina et congratule Compaoré.

Le dictateur est reçu à l'Élysée par Hollande en septembre 2012. En 2013, mille soldats burkinabés sont déployés dans le Nord du Burkina pour surveiller la frontière malienne et nigérienne. La base militaire française sert d'aéroport aux appareils de l'armée française pour intervenir au Mali. Compaoré envoie au Mali 650 soldats en appui à la Misma, c'est-à-dire à l'impérialisme.

En août 2014, une manifestation réunit 100 000 personnes qui protestent contre le projet d'amender la constitution pour permettre au président, en place depuis 1987, de briguer un 5^e mandat. Compaoré avait déjà réussi le coup en 1997 et en 2000 et un processus similaire a récemment été mis en œuvre en Algérie, au Tchad, au Cameroun, au Togo, au Gabon, en Guinée-Equatoriale, en Angola, en Ouganda et à Djibouti. Début octobre, Hollande, soucieux du maintien de l'ordre bourgeois, con-

seille à Compaoré de renoncer et de prendre sa retraite. Celui-ci s'obstine néanmoins et annonce le 21 octobre son projet de révision constitutionnelle, ce qui déclenche un mouvement analogue à celui de la jeunesse et de la population au nord du continent, en Tunisie en 2011 ou à Hong Kong en 2014. Les libertés démocratiques sont indispensables au prolétariat et il est aussi la seule force sociale qui lutte réellement pour elles. Des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs protestent dans tout le pays. À Ouagadougou, les manifestants attaquent l'Assemblée nationale à majorité CDP, la télévision nationale, le palais présidentiel (où la garde tire sur les manifestants).

Devant l'ampleur des manifestations - jusqu'à un million de personnes, pour un pays qui en compte 17 millions, dont la majorité n'était pas née lorsque Compaoré a pris le pouvoir - qui ont fait au moins un mort, devant la grève générale et probablement sous la pression des impérialismes français et américain, Compaoré dissout le Parlement et le gouvernement, décrète l'état d'urgence, puis finalement démissionne, en échange d'un poste dans une institution internationale. L'état-major tente, visiblement, de voler leur victoire aux travailleurs et aux jeunes qui ont risqué leur vie pour chasser le tyran capitaliste au service de l'impérialisme : « *L'armée a désigné samedi 1^{er} novembre le lieutenant-colonel Isaac Zida pour diriger la période de transition* » (*Jeune Afrique*, 1^{er} novembre).



Les partis bourgeois se disent confiants dans les chefs militaires. Or, le prolétariat et la jeunesse d'Égypte, qui ont chassé Moubarak en 2011, subissent de nouveau le despotisme de l'état-major vendu à l'impérialisme américain, revenu au pouvoir avec l'appui des partis « démocratiques », du Parti communiste égyptien et même des Socialistes révolutionnaires. Pour prendre le pouvoir et évincer les gradés, faire la jonction avec les travailleurs voisins et ceux des autres continents, remettre en question les frontières coloniales et écraser le fascisme islamiste, les travailleurs du Burkina Faso ont besoin de se doter de conseils populaires et d'un parti ouvrier à eux, révolutionnaire et internationaliste.

Rupture de toutes les organisations de travailleurs avec l'impérialisme, les capitalistes, les partis bourgeois et l'état-major ! Désarmement de toutes les troupes qui ont tiré sur les jeunes et les travailleurs depuis 2011 ! Arme-ment de la population ! Contrôle des travailleurs sur la production, la distribution, les banques ! Annulation des dettes du Burkina et des dettes des paysans travailleurs ! Expropriation des groupes capitalistes ! Conseils populaires ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fermeture de la base française avec l'appui de toutes les organisations ouvrières françaises ! États-Unis socialistes d'Afrique !

1^{er} novembre 2014, Collectif révolution permanente

Égypte : À bas la junte militaire ! Bas les pattes devant les étudiants !

Depuis le début de l'année universitaire, 371 étudiants ont été arrêtés et au moins un a été abattu par la police. Ces chiffres sont à ajouter à ceux de l'année précédente durant laquelle la police avait assassiné 16 étudiants et en avait arrêté 5 000. Ce déchaînement s'inscrit dans un contexte de répression des travailleurs et de la jeunesse depuis le coup d'État de l'armée du 3 juillet 2013.

Après la révolution de janvier 2011 qui chassa le général Moubarak du pouvoir et amena son lot de conquêtes démocratiques (droit de manifester, liberté syndicale, presse...), la bourgeoisie tenta de contenir les aspirations révolutionnaires des masses, par le biais des Frères musulmans.

Le FM Mohamed Morsi, élu en juin 2012, s'attela à écraser la classe ouvrière. Le gouvernement interdit les syndicats indépendants, lança les milices islamistes contre les manifestants de la place Tahrir, usa de la torture et du viol contre les manifestants, renforça le rôle de l'Islam, maintint l'accord avec Israël et le blocage de Gaza, laissa intact les intérêts de l'armée, opprima les femmes, les homosexuels, les chrétiens, les artistes...

Toutefois, incapable de juguler les grèves et les manifestations de plus en plus massives, le gouvernement des Frères musulmans fut renversé par le maréchal Al Sissi le 3 juillet 2013, avec le soutien honteux des Socialistes révolutionnaires (SR) et ouvert du pape copte, des nasséristes et du Parti communiste égyptien.

Le nouveau régime militaire ne tarde pas à déchaîner la répression : le 14 août 2013, il écrase au Caire les rassemblements des Frères musulmans. Le 19 novembre 2013, la junte interdit par la loi les grèves et manifestations, elle réintègre l'ETUF (également appelé « centrale Moubarak ») dans son rôle d'avant la révolution de 2011 de syndicat officiel et use également du viol et de la torture au compte du capitalisme. La junte militaire reste la complice de l'État sioniste colonisateur contre les Palestiniens, en bloquant la bande de Gaza.

L'année scolaire 2013-2014 a vu les universités devenir le lieu d'un fort mouvement de contestation de la junte au pouvoir. Pour se prémunir d'une rentrée explosive, le gouvernement a jugé opportun de procéder à une vague d'arrestations d'étudiants opposés à la junte quelques jours avant la rentrée du 11 octobre.

Pour cette rentrée, la junte a décidé de déployer des blindés aux abords des universités, des policiers masqués parcourent les campus, des grilles en métal ainsi que des caméras ont été installées. L'accès à l'enceinte des quinze universités du pays est contrôlé par les gorilles de la société privée de sécurité Falcon, utilisant détecteurs de métaux et fouilles au corps.

L'arsenal législatif et administratif n'est pas en reste puisque grâce à une loi « anti-terroriste » adoptée le 27 octobre, les étudiants accusés d'avoir « vandalisé » des bâtiments universitaires peuvent être déférés devant des tribunaux militaires.

La junte utilise les mesures adoptées par le gouvernement islamiste qu'elle a renversé : ainsi, la loi des universités de 2012 a été amendée pour permettre la nomination des présidents et doyens d'universités directement par le pouvoir ; les étudiants peuvent être exclus en s'épargnant la lourdeur des conseils de discipline ; enfin, les « forces de sécurité » peuvent dorénavant circuler librement sur les campus et dans les dortoirs. De nouvelles mesures prévoient de s'attaquer au droit d'organisation et aux syndicats étudiants.

De plus, le pouvoir compte sur des milices, les « étudiants patriotes » pour surveiller et dénoncer leurs camarades.

À l'époque de l'impérialisme, la seule classe capable de défendre réellement les libertés démocratiques et d'aller jusqu'au bout de la révolution est la classe ouvrière. Il a manqué en Égypte ces dernières années comme partout sur la planète un parti ouvrier révolutionnaire affilié à une internationale ouvrière révolutionnaire.

Pour les libertés démocratiques, pour le droit d'expression, de grève, de manifestation et d'organisation ! Égalité totale pour les femmes !

Séparation de l'État et de l'enseignement d'avec la religion ! Pour la liberté pédagogique, politique et sexuelle des lycéens, des étudiants et des enseignants ! Armée, police, milices privées hors des universités ! Gratuité de l'éducation !

Désarmement de la police, de l'armée, des milices privées ! Droits démocratiques pour les conscrits ! Autodéfense des grévistes, des femmes, des quartiers populaires, des populations chrétiennes !

Libération de tous les prisonniers politiques ! Abandon de toutes les poursuites contre les étudiants, les travailleurs, les révolutionnaires, les artistes, les homosexuels !

Rupture des organisations ouvrières et étudiantes avec la junte et tous les partis bourgeois (laïques ou cléricaux) ! À bas la junte militaire ! Gouvernement ouvrier et paysan ! Fédération socialiste d'Afrique du Nord et du Proche-Orient !

9 novembre 2014

Pour la victoire du peuple kurde sur les islamo-fascistes, ouverture de la frontière turque avec la Syrie !



Le Proche-Orient s'enfonce dans le chaos, sous l'effet de la rivalité entre blocs impérialistes (États-Unis et Union européenne contre Russie et Chine), des con-

flits entre puissances régionales (Arabie, Turquie, Israël, Iran...), de l'exaspération du cléricalisme et des menées contre-révolutionnaires. Toutes sortes de forces, parfois antagoniques, se sont liguées pour défaire le mouvement spontané des masses contre les régimes bourgeois despotiques en Iran (2009), Tunisie (2011), Égypte (2011), Syrie (2011), Libye (2011), Maroc (2011), Yémen (2011), Bahreïn (2011), Turquie (2013)...

La contre-révolution à l'oeuvre en Afrique du nord et au Proche-Orient

À Bahreïn, l'armée de l'Arabie saoudite a écrasé la révolte chiite en 2011. La Libye sombre dans une guerre civile réactionnaire après la chute de Kadhafi obtenue par les armées française et américaine. En Égypte, le coup d'État du maréchal Al Sissi soutenu par les États-Unis a écrasé en 2013 le mouvement ouvrier et le mouvement de la jeunesse. Israël a de nouveau détruit la bande de Gaza en 2014.

En Syrie, dès 2012, les cliques islamistes — Armée syrienne libre (ASL des Frères musulmans), Front Al-Nosra (djihadiste fidèle à Al-Qaïda), État islamique en Irak et au Levant (EIL djihadiste en rupture d'Al-Qaïda) — ont utilisé le soulèvement populaire contre le boucher Al-Assad pour tenter d'imposer un régime tout aussi bourgeois et encore plus réactionnaire. Le totalitarisme des djihadistes a repoussé une partie de la population. En outre, le régime tortionnaire de son propre peuple a bénéficié de l'aide de la Russie et du renfort militaire de l'Iran et du Hezbollah libanais. Ainsi, il a reconquis en 2014 une partie du territoire syrien, menaçant Alep.

L'intervention de 2003 puis l'occupation américaine jusqu'en 2011 ont causé la dislocation de l'Irak, un État issu du découpage artificiel par accord entre les impérialismes français et britannique au lendemain de la 1^{re} Guerre mondiale. Le gendarme de l'ordre impérialiste, qui a supplanté la Grande-Bretagne au Proche-Orient à la fin de la 2^e Guerre mondiale, semblait aussi s'accommoder de la dislocation en 2011 de la Syrie.

Cependant, les puissances impérialistes du monde entier semblent débordées par les cliques islamistes qu'ils ont d'abord fomentées et financées, avec leurs alliés, pour les uns la dictature islamiste d'Iran, pour les autres les mo-

narchies absolues islamistes du Golfe et le gouvernement islamiste élu de la Turquie. Comme hier les Talibans en Afghanistan, les bandes fascistes islamistes tentent d'instaurer leur propre domination. L'EIL a culbuté en juin l'armée irakienne (en fait la milice de la bourgeoisie irakienne chiite), surarmée par les États-Unis, dans le nord de l'Irak, puis les peshmergas, force armée des deux mini-États bourgeois kurdes dans cette région, tous incapables de s'opposer à la prise de Mossoul par quelques milliers de milices fascistes. L'EIL a proclamé sur la base d'une partie significative de la Syrie et de l'Irak un prétendu califat, « l'État islamique » (EI ou Daech).

Depuis 2013, Obama n'est plus si pressé de renverser Assad fils en Syrie, ce qui a laissé Hollande, qui s'était avancé imprudemment, se couvrir de ridicule quand le maître du jeu occidental a négocié avec la Russie la manœuvre diplomatique du désarmement chimique.

L'instabilité régionale, l'effondrement du régime irakien, le caractère incontrôlable de l'EI ont poussé les puissances impérialistes occidentales à rechercher un rapprochement avec l'Iran, la Russie et la Chine et à intervenir militairement par des bombardements aériens contre Daech. Si les bombardements américains (et d'autres armées, dont celle de la France) sont sans doute militairement efficaces, ils renforcent politiquement ce courant islamiste, ce dont témoigne l'afflux de volontaires venus d'Europe et d'Amérique.

En Syrie, la minorité kurde résiste aux bandes islamistes

L'EI-Daech se garde bien de s'attaquer aux monarchies du Golfe et à Israël, alliés des États-Unis. Par contre, en Syrie et en Irak, les mafieux islamistes exterminent les militants ouvriers, les otages occidentaux, les prisonniers de guerre, torturent les opposants, pillent et violent les membres des minorités religieuses ou nationales, trafiquent. En Syrie, ils combattent davantage l'ASL et les Kurdes que l'armée d'Assad. Ainsi, les djihadistes tentent, à la frontière turque, d'en finir avec une poche de résistance kurde (Kobané) et menacent le reste de la zone kurde (Rojava).

En juillet 2012, le Parti de l'union démocratique (PYD), émanation syrienne du PKK, a pris le contrôle des régions kurdes de Syrie en bonne intelligence avec le régime de Damas et s'emploie, depuis, à y établir des institutions autonomes. Placé sous le contrôle du PKK et adossé à un puissant

appareil répressif, cet embryon d'État qui se développe sur un territoire non contigu se veut porteur d'un projet de société mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'intégration des minorités religieuses et une certaine forme d'autogestion locale. (Le Monde, 10 septembre 2014)

Le paradoxe de la guerre civile qui a ravagé l'Irak puis la Syrie est d'avoir conféré, temporairement, une certaine autonomie à la minorité kurde opprimée par les régimes antérieurs (tous deux du parti panarabe Baas), d'autant que ces territoires comportent des gisements de gaz et de pétrole... et que les organisations nationalistes kurdes ont pris, à juste titre, les armes face à l'État arabe et aux bandes islamofascistes. Au Rojava, des écoles en langue kurde sont mises en place, sans nuire aux autres langues, le respect de la laïcité est garanti, les femmes sont émancipées.

En Turquie, une partie du Kurdistan est en fait sous influence du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan qui a renié depuis longtemps le maoïsme de ses débuts, mais pas le culte du chef, ni la violence contre ses opposants kurdes). En Syrie, une partie du Kurdistan est administré par le PYD (Partiya Yekîtiya Demokrat, Parti de l'union démocratique, qui est très proche du PKK). Le nord-est de l'Irak est partagé entre le PDK (Partiya Demokrata Kurdistan, Parti démocratique du Kurdistan,) et l'UPK (Yekîtiya Nîştîmanîya Kurdistan, Union patriotique du Kurdistan, membre de l'Internationale « socialiste »).

Toutes ces formations nationalistes sont bourgeoises. Par exemple, le programme du PKK, que certains bakounistes soutiennent, est, pour l'économie, celui d'un invraisemblable capitalisme autarcique (« autosuffisance ») et, pour la politique, celui de la démocratie bourgeoise, sans mention du socialisme ni de la lutte des classes.

En ce qui concerne les problèmes internes aux Kurdes, le principe d'union démocratique prévaut. (Abdullah Öcalan, Manifeste, 20 mars 2005)

L'impasse du nationalisme bourgeois kurde

Les zones libérées sont vulnérables car les organisations nationalistes sont divisées entre elles et incapables, par leur nature bourgeoise, d'en appeler aux prolétaires des pays impérialistes ni même à ceux d'Asie de l'Ouest pour mener une révolution sociale qui jetterait définitivement à bas tous les régimes oppresseurs, qu'ils soient panarabes ou cléricaux. En effet, la mobilisation des ouvriers, des employés, des paysans pauvres s'en prendrait aussi aux propriétaires fonciers et aux capitalistes kurdes que représentent justement le PKK-PYD, l'UPK, le PDK.

Par conséquent, les organisations nationalistes kurdes sont vouées à se fier à tel ou tel État bourgeois de la ré-

gion, à se rallier à tel ou tel impérialisme qui n'a aucune considération pour les droits des minorités nationales et les sacrifiera si ses intérêts le conduisent à un changement d'alliance. Le PKK de Turquie était conciliant vis-à-vis de l'Iran jusqu'en 2004 et de la Syrie jusqu'en 2011. L'UPK d'Irak jouait aussi la carte de l'Iran et de la Syrie. Le PDK d'Irak mise toujours sur les États-Unis, Israël et la Turquie.

L'impérialisme américain, quand il intervient contre l'Irak en 1990 (avec l'impérialisme français et d'autres) encourage les Kurdes à se soulever ; puis il les laisse aux mains de l'armée de Saddam Hussein qui les massacre. Les services secrets américains et israéliens enlèvent en 1999 le chef du PKK en exil au Kenya et le livrent à l'État turc. La Turquie, qui fait partie de l'OTAN et dont l'armée manœuvre régulièrement avec l'armée américaine, mène périodiquement une guerre contre la minorité kurde, aide jusqu'en 2014 les bandes islamistes de Syrie, dont l'EHL. Elle bloque toujours les frontières des zones autonomes kurdes.

L'autre conséquence est que cette subordination à un État bourgeois régional ou à une puissance impérialiste conduit au respect de frontières existantes et empêche paradoxalement les nationalistes de s'adresser à l'ensemble des Kurdes de Syrie, d'Irak, d'Iran et de Turquie. Début 2014, le PYD-PKK proclame la Charte des régions autonomes kurdes de Syrie ou « Contrat social » qui sert de Constitution au Rojava. Clairement, le PYD reconnaît les frontières de la Syrie.

Par cette Charte, nous, peuple des Régions autonomes, nous unissons dans l'esprit de réconciliation, de pluralisme et de participation démocratique pour que tous puissent s'exprimer librement dans la vie publique. Par la construction d'une société libre de l'autoritarisme, du militarisme, du centralisme et des interventions des autorités religieuses dans les affaires publiques, la Charte reconnaît l'intégrité territoriale de la Syrie et aspire au maintien de la paix intérieure et internationale. (Le Contrat social, 6 janvier 2014)

Enfin, les puissances impérialistes et les États bourgeois de la région rivaux poussent les cliques nationalistes rivales à se combattre, non par les idées, mais par les armes. Ainsi, de 1994 à 1998, l'UPK avec le soutien du PKK affronte militairement le PDK appuyé sur l'armée irakienne, au détriment des travailleurs kurdes des villes et des campagnes.

Le prolétariat kurde doit s'émanciper du nationalisme bourgeois pour prendre la tête de tous les exploités et opprimés du Proche-Orient

La nature bourgeoise du nationalisme kurde, ses illusions mortelles envers les États bourgeois de la région

ou les puissances impérialistes rendent les zones kurdes de Syrie et d'Irak très vulnérables. Ainsi, en juin 2014, les Kurdes yézidis d'Irak ont été massacrés par l'EI-Daech à cause de la retraite des troupes de l'UPK et du PDK. De même, la région de Kobané, qui était un des trois cantons de Syrie aux mains du PYD-PKK, a été conquise en 2014 par l'EI-Daech, sauf la ville qu'elle assiège présentement avec la complicité du gouvernement islamiste turc. L'armée turque empêche les combattants kurdes de tous les pays de la région d'écraser les islamofascistes.

À notre époque, seul le prolétariat peut mener jusqu'au bout les tâches démocratiques : libertés, réforme agraire, indépendance vis-à-vis de l'impérialisme, laïcité, émancipation des femmes, droits nationaux des minorités opprimées... En particulier, le droit à l'auto-détermination des Kurdes ne pourra s'exercer sans l'élimination des États capitalistes de la région.

Les travailleurs et étudiants kurdes du monde entier doivent s'unir à leurs sœurs et frères arabes, tures, perses... pour mener la lutte contre leurs exploités et oppresseurs communs. Les ouvriers et employés kurdes doivent

retirer tout soutien à la bourgeoisie kurde qui les exploite et les trompe, bâtir avec les autres travailleurs, dans chaque État, un parti ouvrier révolutionnaire. Ces partis seront liés entre eux (et avec ceux d'Afrique du Nord, du reste de l'Asie, des pays impérialistes) par l'internationale communiste qu'il faut reconstruire sur la base du marxisme.

Fin des bombardements impérialistes ! Levée du blocus de la frontière syrienne par l'armée turque ! Liberté pour les militants kurdes de toute tendance de rejoindre Kobané ! Des armes pour les Kurdes de Syrie !

Solidarité des organisations ouvrières du monde entier avec le peuple kurde ! Libération de tous les prisonniers politiques kurdes au Proche-Orient et en Europe ! Radiation du PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne et des États-Unis !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Syrie, en Irak, en Turquie, en Iran ! Droit des Kurdes à l'auto-détermination et à avoir, s'ils le désirent, leur propre État ! Pour la Fédération socialiste du Proche-Orient !

15 novembre 2014

La 2^e conférence du GMI

Le Groupe marxiste internationaliste (section française du CoReP) résulte de la fusion, en avril 2013, du CClt et du GB, sur la base d'une plateforme, *Pour le communisme, pour en finir avec le capitalisme* (voir *Révolution communiste* n° 1).

Après cette fusion, pour élargir ce processus indispensable de regroupement et de délimitation des communistes, la direction nationale du GMI a aussitôt démarché la tendance Claire du NPA, le GCPOR et le groupe Révoltes. Seul ce dernier a répondu, mais pour refuser la discussion et tout travail en commun (voir la partie « Débats » du site du GMI). Depuis, le GMI s'est adressé, dans le même esprit, à un cercle de travailleurs de la RATP (issu du Comité pour la construction du POR et de l'IOR) et au groupe Voix des travailleurs (issu de LO) qui a décliné, au dernier moment, l'invitation à participer à la 2^e conférence.

L'ensemble des militants du GMI s'est réuni à Paris les 25 et 26 octobre pour tirer collectivement le bilan d'un an et demi d'existence et tracer sa perspective pour la période à venir. Participaient en outre à la conférence des délégations d'un cercle de travailleurs de la RATP et des deux autres sections du Collectif révolution permanente (le Gruppe Klassenkampf d'Autriche et Revolución Permanente du Pérou). En outre, le MaS de Russie, le CoMarl de Colombie, MI d'Allemagne et de Belgique, le camarade Germinal (ex-Mplinter) de l'État espagnol ont envoyé leur salut à la conférence.

Si son intervention syndicale a été réduite et si le GMI est encore loin d'avoir atteint l'envergure d'une organisation nationale, il a gagné des militants d'autres formations (LO, NPA...) et il a élargi son champ géographique. En outre, il a diffusé les versions françaises des déclarations du CoReP, il a analysé la situation mondiale et française, il a tenu une journée de formation nationale (sur la crise capitaliste mondiale et sur la dictature du prolétariat). Il a publié un site, sept numéros de *Révolution communiste*, des tracts réguliers diffusés sur des lieux de travail et de formation, trois brochures, neuf numéros du bulletin intérieur pour informer et discuter.

La nouvelle direction nationale est chargée par la conférence d'amplifier l'offensive pour regrouper les communistes internationalistes et démasquer les sectaires et les opportunistes, en s'appuyant sur le Collectif révolution permanente.

« Il y a des époques où la résistance au nationalisme, la résistance à l'envasement, ne porte ses fruits qu'après plusieurs années, de longues années parfois. » (Lénine, février 1911)



La 1^{re} Guerre mondiale (3)

La faillite de l'Internationale ouvrière



Les tensions entre puissances européennes avaient crû dangereusement au début du 20^e siècle [voir *Révolution communiste* n° 5] malgré la campagne vigoureuse de l'Internationale ouvrière [voir *Révolution communiste* n° 6].

Le tocsin qui retentit le premier jour d'août 1914, dans toutes les villes et campagnes de France, n'annonce pas seulement la mobilisation, il sonne l'effondrement idéologique et politique du mouvement ouvrier avec le ralliement à la guerre des principales organisations ouvrières (la CGT, le PS-SFIO).

L'Union sacrée que j'ai appelée de mes vœux dans mon message au Parlement s'est réalisée dans le pays comme par enchantement. La déclaration de guerre de l'Allemagne a suscité dans la nation un magnifique élan de patriotisme. Dans la presse, aucune note discordante. (Raymond Poincaré, *Au service de la France*, Plon, 1926)

La plupart des partis de la 2^e Internationale des pays belgicants s'alignent de même sur leur bourgeoisie : SPD d'Allemagne, POB de Belgique, Labour Party de Grande-Bretagne, SDAP des Pays-Bas, PSR de Russie, SDAP d'Autriche, PSP et PSDP de Pologne, ainsi que les directions syndicales qui leurs sont liées : TUC de Grande-Bretagne, GGD d'Allemagne, etc. ou pas : CGT de France.

4 août 1914 : le PS-SFIO vote les crédits de guerre

L'Humanité du 1^{er} août publie la lettre du Président de la République Poincaré à sa veuve et le manifeste du gouvernement (imprimé et affiché dans tout le pays).

Dans les graves circonstances que la Patrie traverse, le gouvernement compte sur le patriotisme de la classe ouvrière, de toute la population, pour observer le calme et ne pas ajouter aux émotions publiques par une agitation qui jetterait la capitale dans le désordre.

Le 2 août, la réunion des militants parisiens du PS à la salle Wagram vote, à l'unanimité :

Mais comme nous l'avons toujours indiqué, à l'agression contre la France républicaine et pacifique, menaçant la civilisation et l'humanité, nous répondrons de toutes nos forces et de toutes nos énergies...

Le 4 août, aux obsèques de Jaurès, les dirigeants du PS tolèrent la présence des présidents des deux chambres parlementaires et de Barrès, le chef de la Ligue des patriotes. Le même jour, le groupe parlementaire socialiste vote, à l'unanimité, le décret accordant les crédits de guerre au gouvernement.

Le 4 août, le groupe parlementaire socialiste au Reichstag vote aussi unanimement les crédits de guerre. La veille, lors de la réunion de la fraction parlementaire, 14 des 110 députés SPD s'étaient opposés à cette décision, mais ils s'inclinent par discipline. Le SPD entre dans la « Burgfriede » (l'union sacrée).

La 2^e Internationale, ses principales sections, sont mortes pour la révolution. Le basculement dans l'« union sacrée » va désorienter partout les travailleurs et permettre au chauvinisme de se donner libre cours au sein même de chacune des sections de feu l'internationale et des syndicats, y compris la CGT « syndicaliste-révolutionnaire ».

La variante syndicale de l'anarchisme sombre dans la xénophobie

L'apologie de l'anarchisme par Daniel Guérin (*L'Anarchisme*, 1965) comporte un trou temporel : 1914. Et pour cause, le principal théoricien de l'anarchisme, le Russe Kropotkine, se rallie à la guerre et la principale organisation anarchiste, la CGT française, tourne brutalement casaque.

Le 3 août, *La Bataille syndicaliste*, revenant sur les responsabilités de la guerre, s'écrie :

Que les flots de sang qui ont commencé de couler sur les plaines de la Woëvre retombent sur la tête de Guillaume II et des pangermanistes.

Le 4, elle poursuit sa défense de « la France » qui n'a pas voulu la guerre :

L'Allemagne monarchique, féodale, militariste, a trouvé son heure... c'est l'Autriche qui a provoqué la crise ; c'est l'Allemagne qui, par sa duplicité d'abord, par ses agressions ensuite, a fait jaillir l'étincelle qui met l'Europe en feu...

Comme s'il ne s'agissait pas d'un conflit entre impérialismes rivaux, mais d'une opposition entre la démocratie et le militarisme, entre la civilisation et la barbarie.

Que dans cette croisade « démocratique » le tsarisme figure au premier rang importe peu aux sociaux-impérialistes.

Contre le droit du poing, contre le militarisme germanique, il faut sauver la tradition démocratique et révolutionnaire de la France.

Dans *La Bataille Syndicaliste* du 6 août, sous le titre : « *Du heurt de deux races que la liberté jaillisse !* », on trouve cette douteuse justification :

Dans le conflit actuel, la question ethnique a son importance. Les Germains de sang plus lourd, partant d'esprit plus soumis et plus résigné, n'ont pas notre esprit d'indépendance... Ils n'ont pas, comme les Latins, un sang ardent, une âme fière et indisciplinée, un orgueil individualiste, une fièvre de liberté prête à renverser tous les obstacles. Leur militarisme à outrance, leur esprit d'organisation, leur placidité peuvent être, dans la lutte actuelle, des éléments de succès. Mais ils n'auront jamais l'entrain, la gaieté, la vigueur ni les initiatives heureuses de notre race...

Il n'y a plus de classes, plus d'ouvriers ni de bourgeois, mais des Français ethniquement « libres et indépendants » et des Germains ethniquement « soumis et résignés ».

Sous la signature de Charles-Albert, *La Bataille Syndicaliste* du 8 août s'efforce, au compte du capital, de convaincre les ouvriers du bien-fondé de cette guerre. Sous le titre éloquent : « *Partez sans amertume* », on peut lire :

D'incalculables espoirs se lèvent sur le monde... Il n'y a pas huit jours, nous maudissions la guerre comme un odieux retour à la barbarie. Nous l'acclamons aujourd'hui comme un instrument de délivrance... En combattant pour rester libres sur le sol des ancêtres, nous apprendrons à combattre pour y vivre égaux dans le travail.

Partez sans amertume, partez sans regret, camarades ouvriers qu'on appelle aux frontières pour défendre la terre française. Partez sans inquiétude, c'est bien où vous allez qu'est le devoir... puisque la malheureuse nation allemande n'a pas su, à temps, relever la tête, puisqu'elle s'est agenouillée sous le joug d'une caste barbare, puisqu'elle se laisse conduire au crime, c'est à nous de l'arrêter sur le chemin du crime. Après nous la libèrerons.

Partez sans amertume, partez sans regret. Non, vous n'oubliez rien, vous ne reniez rien. Socialistes, syndicalistes, révolutionnaires, vous le restez, vous l'êtes. Vous l'êtes plus que jamais aujourd'hui, où vous vous levez pour faire de vos corps une muraille d'airain au pays de la liberté et de la raison...

26 août 1914 : le PS-SFIO entre au gouvernement

Le 28 août, *L'Humanité* publie le manifeste adopté la veille par le Parti socialiste. Il porte en titre : « *Guesde et Sembat entrent au gouvernement* » et explique :

C'est par une décision mûrement pesée que le parti socialiste a autorisé deux de ses membres, nos amis Jules Guesde et Marcel Sembat, à entrer dans le nouveau gouvernement, et qu'il a fait d'eux ses délégués à la Défense nationale... Ils rendront chaque jour plus intense, par la collaboration de toutes les forces disponibles, la production des munitions et des armes... Enfin et surtout, citoyens, la présence de nos amis au sein du gouvernement sera pour tous la garantie que la démocratie républicaine est prête à la lutte à outrance...

Par là, le PS ne donne plus seulement son appui pour la défense de la patrie attaquée, il accepte la pleine responsabilité de la conduite de la guerre. Et comme le Parti socialiste est désormais au gouvernement, il s'interdit et il interdit toute critique. La vérité ne sera pas dite au pays contrairement à ce qu'il avait promis. *L'Humanité* devient un journal gouvernemental.

La CGT n'est pas en reste.

La bureaucratie de la CGT se met au service du militarisme et de l'impérialisme français

Comme ils le font encore aujourd'hui, les dirigeants sociaux-chauvins vont prodiguer des conseils et proposer leurs services à leur bourgeoisie.

Pour la bureaucratie de la CGT, maintenant que la guerre est là, les lamentations pacifistes ne sont plus de mise. Du fait de la guerre, le chômage a considérablement augmenté. Or, Léon Jouhaux sait fort bien que « *l'oisiveté est mauvaise conseillère* ». C'est pourquoi, dans *La Bataille Syndicaliste* du mercredi 12 août, sous le titre : « *Il faut du travail* », il écrit :

Donner du travail en faisant, partout où cela est possible et nécessaire, renaître l'activité, c'est se prémunir contre les excès des masses oisives, c'est aussi favoriser un relèvement de la moralité publique.

Le 14 août, l'article de Jouhaux est, cette fois, tout un programme. Il a pour titre « *Profitons-en !* » : que la bourgeoisie française, se soumettant le prolétariat, profite du fait que l'Allemagne est bloquée, qu'elle ne peut plus communiquer avec ses clients du dehors pour lui prendre ses marchés.

Pourquoi notre marine marchande, avec celle de l'Angleterre, ne reprendraient-elles pas à leur profit une partie du travail allemand qui ne se fait plus ?... L'activité maritime engendrerait une activité indus-

trielle... Il faut profiter de toutes les situations : le blocus allemand par la flotte anglaise rend libre notre action commerciale sur la mer ; profitons-en pour nous ravitailler d'abord, assurer du travail ensuite et constituer notre supériorité dans le domaine de l'importation et de l'exportation pour l'avenir.

Aux premiers jours de la guerre, le gouvernement a décidé de créer un « Secours national ». Jouhaux, ainsi que Bled, secrétaire de l'Union des syndicats de la Seine, acceptent de siéger dans son comité d'administration aux côtés de l'ancien chef de la police et assassin de révolutionnaires anarchistes, Louis Lépine, et du chef royaliste Charles Maurras.

Poussant toujours plus loin ses offres de service, Jouhaux, dans *La Bataille Syndicaliste* du 19 août, se fend d'un article intitulé « Pour la réorganisation du travail », qui loue la bonne volonté du gouvernement et en particulier les travaux de la sous-commission du chômage et ses « capacités indiscutables à donner des résultats » mais qui suggère, pour plus d'efficacité

Aux représentants du gouvernement reviendrait le rôle de se préoccuper des questions de transport, de finances, de droit de douane, d'octroi, etc. ; aux représentants du patronat reviendraient celles des besoins et des nécessités des différentes industries ; aux délégués des ouvriers celles se rapportant au temps de travail et aux salaires... Le travail que pourraient fournir ces commissions serait un travail d'ensemble, rapide, complet, pouvant permettre d'activer la solution du problème angoissant du chômage, si plein de périls pour demain.

L'action de la direction confédérale se révélera efficace puisque les salaires à la pièce, baisseront de 30 à 50 % en un an, quand, dans le même temps, les prix payés pour les fournitures de guerre aux groupes capitalistes ont été augmentés.

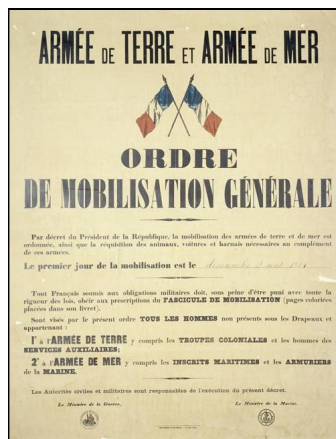
De cette époque, datent la cogestion et les organismes de participation.

Les pitoyables justifications des renégats de l'internationalisme

Victor Adler, qui avait fondé le Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche (SAPD), révèle en juillet 1914, lors d'une des dernières réunions du bureau socialiste international (l'organe de l'Internationale), les motifs des appareils qui se sont installés dans les sociétés capitalistes.

S'engager dans des manifestations contre la guerre exposerait à l'emprisonnement, l'organisation et la presse seraient en danger. Il faut songer au parti, on risquerait d'anéantir le travail de trente ans, sans aucun résultat politique. Nous devons sauvegarder nos institutions.

D'autres se contorsionnent, surtout quand ils ont eu un passé marxiste (ce qui n'était pas le cas de toutes les sections de l'Internationale : le LP, le PS-SFIO, le PSR, le PSP... ne s'en réclamaient pas). Jules Guesde, le fondateur en 1882 de la première organisation marxiste française (le Parti ouvrier) avait durant des décennies enseigné que la société se divisait en classes et que les travailleurs devaient farouchement rester indépendants des partis et gouvernements capitalistes. Guesde légitime par le bon sens son ralliement à l'union sacrée et son entrée au gouvernement.



Quand la maison brûle, peu importe que j'habite une mansarde du dernier étage ; je dois, tout comme le locataire du premier étage, ne songer qu'à éteindre l'incendie.

En face, les autres vendus à leur bourgeoisie, comme le député SPD Heine, utilisent la même parabole.

Je le dis ouvertement : si le gouvernement allemand était vraiment le coupable, nous ne pourrions pas agir autrement que nous avons agi. Car lorsque la maison brûle, on combat l'incendie, quel que soit l'incendiaire.

Des considérations plus sophistiquées sont nécessaires aux anciennes autorités marxistes. Que ce soit ceux qui se vautrent dans le social-patriotisme, tel le théoricien du POSDR Gheorgi Plekhanov, le fondateur en 1883 de la première organisation marxiste russe (le groupe Émancipation du travail), ou ceux qui refusent de condamner l'union sacrée et de rompre avec les sociaux-chauvins, comme le théoricien du SPD Karl Kautsky qui était le principal dirigeant de l'Internationale.

*Tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie ; l'internationalisme véritable consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nations, y compris les nations en guerre contre la miennne. (Karl Kautsky, *Neue Zeit*, 2 octobre 1914)*

Lénine réfute l'un comme l'autre.

Avec le déclenchement de la guerre cessent les rapports politiques formés historiquement entre les peuples et les classes, et il se crée une situation absolument différente ! « Simplement » il y a des agresseurs et des agressés, on repousse « simplement » les « ennemis de la patrie » !...

Les fausses références à Marx et à Engels constituent, en l'espèce, l'argument « massue » des deux chefs de file du social-chauvinisme : Plekhanov évoque la guerre nationale de la Prusse de 1813 et de l'Allemagne en 1870 ; Kautsky démontre, avec un air savantissime, que Marx étudiait la question du camp (c'est-à-dire de la bourgeoisie), dont le succès était le plus souhaitable dans les guerres de 1854-

1855, 1859, 1870-1871, ce que les marxistes faisaient également dans les guerres de 1876-1877 et 1897.

C'est le procédé de tous les sophistes de tous les temps : il consiste à prendre des exemples qui se rapportent manifestement à des cas dissemblables dans leur principe même. Les guerres antérieures qu'on nous donne en exemple ont été un « prolongement de la politique » suivie pendant de longues années par les mouvements nationaux bourgeois, mouvements contre le joug étranger imposé par une autre nation et contre l'absolutisme (turc et russe). Il ne pouvait alors être question que de savoir s'il fallait donner la préférence au succès de telle ou telle bourgeoisie ; les marxistes pouvaient par avance appeler les peuples aux guerres de ce genre en attisant les haines nationales, comme l'a fait Marx en 1848 et plus tard pour la guerre contre la Russie, et comme Engels attisa en 1859 la haine nationale des Allemands contre leurs oppresseurs, Napoléon III et le tsarisme russe.

Comparer le « prolongement de la politique » de lutte contre la féodalité et l'absolutisme, de la politique de la bourgeoisie en voie d'affranchissement, au « prolongement de la politique » d'une bourgeoisie caduque - c'est-à-dire impérialiste, c'est-à-dire qui a pillé le monde entier - et réactionnaire qui, en alliance avec les féodaux, écrase le prolétariat, c'est comparer des mètres à des kilogrammes. (Lénine, La Faillite de la 2^e Internationale, mai-juin 1915, Œuvres tome 21, p. 223-225)

Les racines du social-chauvinisme et de la trahison de 1914

Que le SPD allemand, le parti le plus puissant de la 2^e Internationale, dont les débuts furent parrainés par Engels, sombre de cette manière choque ceux qui restent internationalistes.

La capitulation de la social-démocratie du 4 août fut, pour Lénine, tout à fait inattendue. On sait que Lénine tint le numéro du Vorwaerts, contenant la déclaration patriotique de la fraction social-démocrate comme un faux de l'état-major allemand. (Léon Trotsky, Bas les pattes devant Rosa Luxembourg, 1932)

Mais très vite, le dirigeant du POSDR-bolchevik (et ancien membre du bureau socialiste international) se ressaisit, et mieux que tout autre (y compris Luxemburg et Trotsky), combat le social-impérialisme, en cherche les racines et tire toutes les conséquences de la trahison.

Par social-chauvinisme, nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de « leurs » pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre « leur » bourgeoisie... le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme

concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est un seul et même courant...

Le principal dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes... L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée.

L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère.

La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois... telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui. (Lénine, La Faillite de la 2^e Internationale, p. 63-64)

La racine de la trahison de la 2^e Internationale (et des directions syndicales TUC, CGT, GGD, etc.), c'est l'opportunisme, expression politique de la transformation de l'appareil des organisations ouvrières en une bureaucratie aux intérêts propres, à l'intérieur même du mode de production capitaliste, en lien avec l'État bourgeois.

Délimiter et regrouper les internationalistes

Dans les pays en guerre, des organisations résistent : le POSDR-bolchevik et le POSDR-menchevik de Russie, le SDKP-zarzadowcy et le SDKP-roslamowcy de Pologne, le SDP des Pays-Bas, l'ILP et le BSP de Grande-Bretagne, le PSDB-tesen de Bulgarie, le PSDS de Serbie...

Lénine entreprend de regrouper les internationalistes, de les délimiter des sociaux-impérialistes, des pacifistes et des anarchistes. Dès septembre 1914, son axe est de transformer la guerre en révolution et de construire une nouvelle internationale.

11 novembre 2014 [à suivre]

ABC du marxisme

Qu'est-ce que la lutte de classes ?



Les classes sociales ne sont apparues qu'avec un développement des forces productives tel que puisse être dégagé, par le travail, plus que ce qui est nécessaire à la survie, un surplus. L'invention de l'agriculture a permis une accumulation de richesses qui a provoqué une division de la société en classes qui luttent pour l'appropriation de ce surproduit social.

Aujourd'hui, la lutte des classes est emblématique des notions dont ceux qui en bénéficient souhaitent camoufler l'existence. La bourgeoisie et ses organes nient l'existence de la lutte de classes, à l'exception de quelques bourgeois cyniques pensant à haute voix :

Il existe une lutte de classes, tout-à-fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui la mène, et nous sommes en train de la gagner.
(Warren Buffet, *The New York Times*, 26 novembre 2006)

Ils sèment l'illusion d'une possible alliance pacifique entre les travailleurs et leurs exploiters, car la bourgeoisie a depuis longtemps cessé d'être progressiste et parce que toute victoire pour la bourgeoisie est désormais un recul de la civilisation humaine. En revanche, c'est à une période où la classe capitaliste avait à remplir un rôle historique au service du développement des forces productives, contre la noblesse, que l'historien bourgeois François Guizot a le premier développé le concept de lutte des classes :

Le troisième grand résultat de l'affranchissement des communes, c'est la lutte des classes, lutte qui remplit l'histoire moderne. L'Europe moderne est née de la lutte des diverses classes de la société. (Histoire générale de la civilisation en Europe depuis la chute de l'empire romain jusqu'à la Révolution française, 1828, Pichon et Didier, p. 29)

La référence à la lutte de classes n'est pas ce qui distingue le marxisme des courants de la bourgeoisie, et Marx et Engels, tout en affirmant à juste titre que « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes* » (*Manifeste du parti communiste*, 1847, GB, p. 6), la conçoivent comme l'expression de la contradiction fondamentale entre la nature des rapports de production et le niveau de développement des forces productives :

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants... De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. (Karl Marx, Contribution à la critique de l'économie politique, 1859, ES, p. 4)

Le niveau de développement des forces productives fixe les modalités de la lutte de classes (entre maîtres et esclaves, entre nobles et serfs, entre bourgeois et prolétaires...), qui en retour détermine le niveau de développement des forces productives. Quand la nature des rapports sociaux, qui incarnent les intérêts de la classe dominante, ne correspond plus au développement des forces productives, mais en constitue une entrave, la tâche historique de la classe dominée est de transformer ces rapports.

La lutte de classes est ainsi la forme de la dialectique entre forces et rapports. Par conséquent, les rapports de production définissent les classes, donc déterminent les règles de la lutte de classes qui en retour a pour fonction de transformer ceux-là en des formes supérieures. Ainsi, toute lutte de la classe ouvrière, même si elle peut prendre la forme d'une simple lutte pour diminuer le taux d'exploitation, possède en dernière analyse un contenu révolutionnaire.

Les propositions théoriques des communistes... ne sont que l'expression générale des rapports réels issue d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. (Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847, GB, p. 16).